

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Suivi de la conjoncture
économique

N° 122 – 2ème trimestre 2005

- NOUVELLE-CALEDONIE -

Sommaire

| | Page |
|--|-------------|
| Synthèse : | |
| Diagnostic sur la conjoncture du trimestre écoulé et éléments prospectifs issus de l'enquête d'opinion | 2 |
| | |
| Note Méthodologique | 4 |
| 1. Vue d'ensemble | |
| 1.1 Les entreprises | 6 |
| 1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises | 6 |
| 1.1.2 L'investissement des entreprises | 8 |
| 1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité | 10 |
| 1.2 Les ménages | 11 |
| 1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages | 11 |
| 1.2.2 L'investissement immobilier des ménages | 12 |
| 1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages | 13 |
| 1.3 Les indicateurs macro-économiques | 14 |
| 2. Analyse sectorielle | |
| 2.1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture | 17 |
| 2.2 Industrie agro-alimentaire | 21 |
| 2.3 Industries minières et métallurgiques | 24 |
| 2.4 Industries diverses | 28 |
| 2.5 Bâtiment et travaux publics | 31 |
| 2.6 Commerce | 35 |
| 2.6.1 Commerce de détail | 37 |
| 2.7 Hôtellerie-Tourisme | 40 |
| 2.8 Services aux entreprises | 44 |

Au niveau international, les **Etats-Unis** ont connu un léger ralentissement de la croissance du PIB au premier trimestre 2005 (+ 0,8 % en variation trimestrielle après +0,9 % au quatrième trimestre 2004). En mars 2005, le taux de chômage de 5,2 % est en légère baisse par rapport à décembre 2004 (5,4 %).

Dans la **Zone Euro** le PIB a progressé de 0,5 % au premier trimestre 2005. En mars 2005, le taux de chômage reste stable par rapport à décembre 2004 et s'établit à 8,9 % de la population active. Le taux d'inflation annuel est demeuré stable en mars à 2,1 %.

La **France** connaît une hausse du PIB de 0,2 % au premier trimestre 2005. Parallèlement, en mars 2005, le taux de chômage s'affiche à 10,2 % de la population active (+0,1 point par rapport au mois précédent) et l'indice des prix à la consommation s'est établi à 110,9 enregistrant une progression de 0,4 par rapport à février 2005 (+ 2,1 % en rythme annuel).

En **Nouvelle-Calédonie**, au premier trimestre 2005, les résultats apparaissent relativement contrastés. Les principaux indicateurs de consommation des ménages « importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison », les « importations d'articles d'habillement et chaussures » et les « immatriculations de voitures particulières » s'affichent à la hausse de respectivement 6,3 %, 10,3 % et 23,0 % par rapport à décembre 2004 alors que les indicateurs « importations de biens d'équipement » et « immatriculations de véhicules utilitaires » qui mesurent traditionnellement l'investissement sont à la baisse. Parallèlement, les ventes à l'exportation sont en retrait au premier trimestre 2005 par rapport au quatrième trimestre 2004 d'où un taux de couverture des importations par les exportations réduit à 60,0 % (- 5,6 points entre le quatrième trimestre 2004 et le premier trimestre 2005). L'inflation est limitée à 0,2 % en glissement annuel à fin mars 2005.

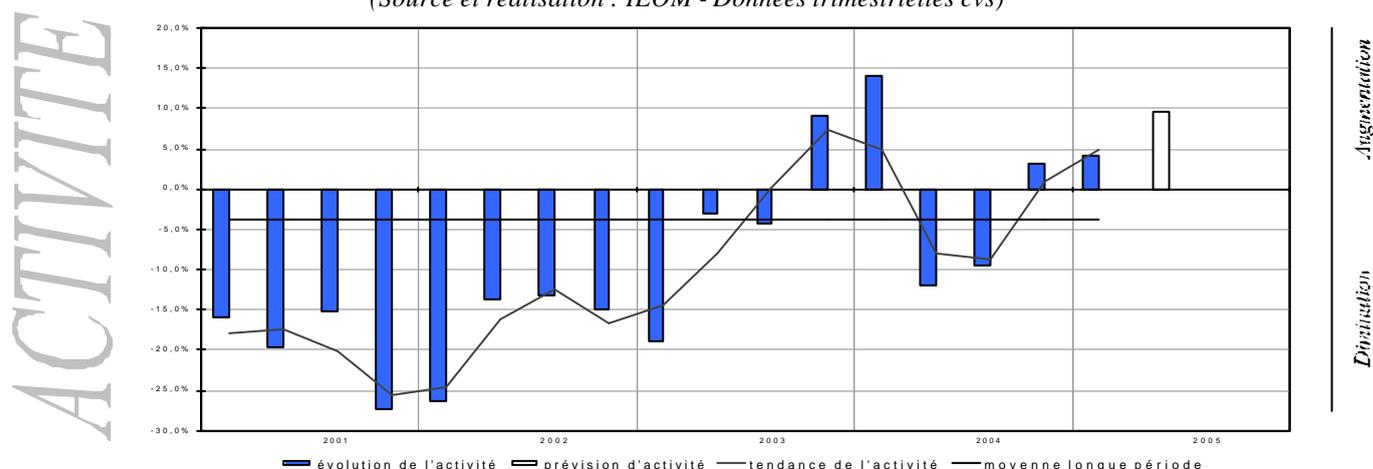
Au premier trimestre 2005, l'enquête d'opinions de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprise de 8 secteurs d'activité révèle les tendances suivantes:

- une progression de l'activité dans quatre secteurs : l'agriculture, les industries agroalimentaires, les industries diverses et le tourisme.
- une diminution de l'activité dans quatre secteurs : les mines et la métallurgie, le BTP, le commerce et les services aux entreprises.

Parallèlement, l'indice synthétique d'ensemble, pondéré par les effectifs de chaque secteur d'activité concerné (hors mines et métallurgie), traduit une opinion favorable de l'évolution de l'activité conformément aux prévisions établies au quatrième trimestre 2004.

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise CVS au 31 mars 2005 (hors mines et métallurgie)

(Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles cvs)



L'opinion des dirigeants d'entreprises commerciales apparaît contrastée avec un solde nettement défavorable pour le commerce de gros tandis que le solde d'opinions des dirigeants d'entreprises commerciales de détail fait état d'une activité en augmentation au premier trimestre 2005 en raison principalement de la période des soldes et de la rentrée scolaire.

En revanche, l'investissement des entreprises affiche une baisse par rapport au trimestre précédent mais aussi par rapport au premier trimestre de l'année 2004 (respectivement -36,1 % et - 10,9 %). L'indicateur « immatriculations de

véhicules utilitaires » est quant à lui en diminution de 3,2 % par rapport au quatrième trimestre 2004 et en baisse de 5,2 % par rapport au premier trimestre 2004.

Selon les dirigeants du secteur « mine/métallurgie », l'activité se serait réduite au cours du premier trimestre 2005 mais de façon limitée, notamment pour l'extraction du nickel en raison des conditions météorologiques du trimestre en cours (-23,8 % par rapport au quatrième trimestre 2004). Parallèlement, la production de métal a diminué de 4,0 % entre le dernier trimestre 2004 et le premier trimestre 2005.

Les professionnels du secteur « BTP » font état d'une activité dégradée sur le premier trimestre 2005. Ce sentiment est partagé à la fois par les dirigeants du sous secteur du bâtiment et ceux des travaux publics. Cependant, les indicateurs objectifs du BTP affichent un bilan mitigé sur le premier trimestre 2005. Ainsi, les ventes de ciment ont augmenté de 1,7 % par rapport au quatrième trimestre 2004, alors que les permis de construire ont reculé de 22,7 % sur la même période.

S'agissant des données touristiques du premier trimestre 2005, la fréquentation a reculé de 10,8 % par rapport au quatrième trimestre 2004 mais a en revanche progressé de 20,7 % par rapport au premier trimestre 2004. Parallèlement les dirigeants du secteur hôtelier et touristique font état d'une forte hausse de l'activité sur le premier trimestre 2005.

Conformément aux prévisions réalisées par les chefs d'entreprises de l'« agriculture, élevage, pêche » interrogés lors du trimestre précédent, l'activité se serait redressée au cours du premier trimestre 2005.

De même, confirmant les prévisions d'activité exprimées lors de la précédente enquête de l'IEOM, les industriels du secteur agro-alimentaire affichent au cours du premier trimestre 2005, un avis globalement positif.

Par ailleurs, les industriels interrogés (hors secteur agroalimentaire et secteur minier et métallurgique), l'activité se serait accrue au premier trimestre 2005 mais de façon moindre qu'au quatrième trimestre 2004.

En ce qui concerne l'activité du secteur « services aux entreprises » elle se serait détériorée au premier trimestre 2005.



Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise paraissent optimistes puisqu'ils anticipent une poursuite de la croissance de leur activité dans les secteurs de l'« agriculture, élevage, pêche », de l'agroalimentaire des industries diverses, et du commerce de détail. Les dirigeants de la mine/métallurgie, des services aux entreprises et du commerce de gros tablent sur une reprise de leur courant d'affaires. En revanche, les opérateurs du BTP et du tourisme sont pessimistes.

Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

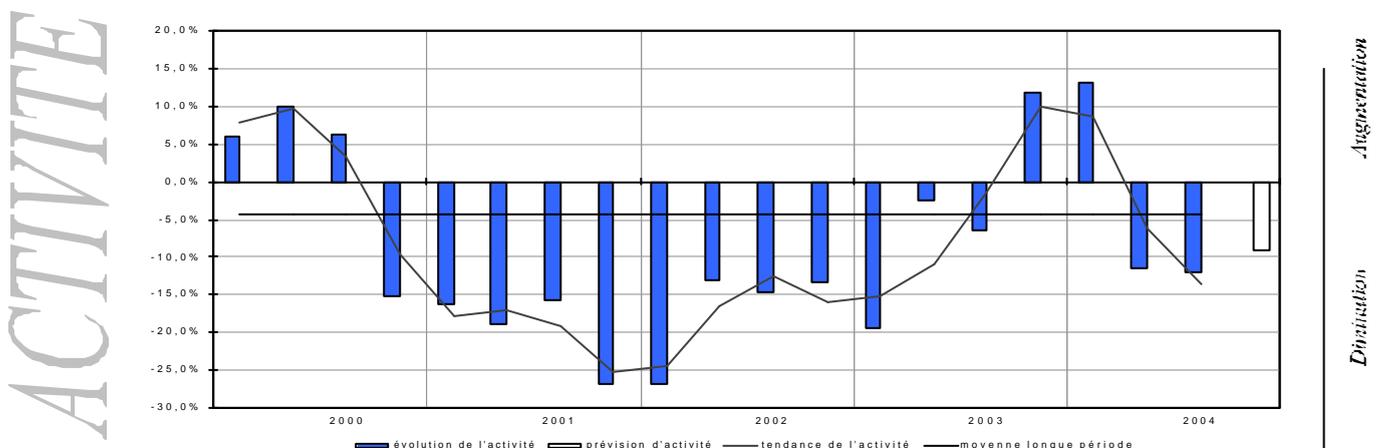
Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.

Interprétation des soldes d'opinions

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation** correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

Les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

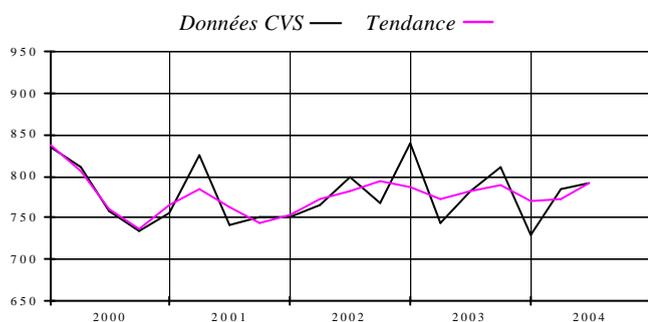


Compréhension des graphiques des indicateurs économiques

Les indicateurs se rapportant aux secteurs économiques, aux entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi, SMG...), figurent sous forme de graphiques pour les cinq dernières années selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles.

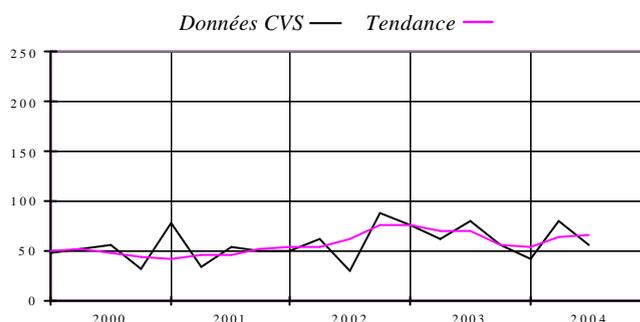
L'analyse des données révèle une saisonnalité, qui fait l'objet d'un traitement. On dit qu'elles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les données représentées, peuvent être brutes, CVS ou encore représentées sous forme de tendance afin d'obtenir un lissage dans le cas d'évolutions trop heurtées.

Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

Importations de viande bovine (en tonnes)



Source : Service des Douanes

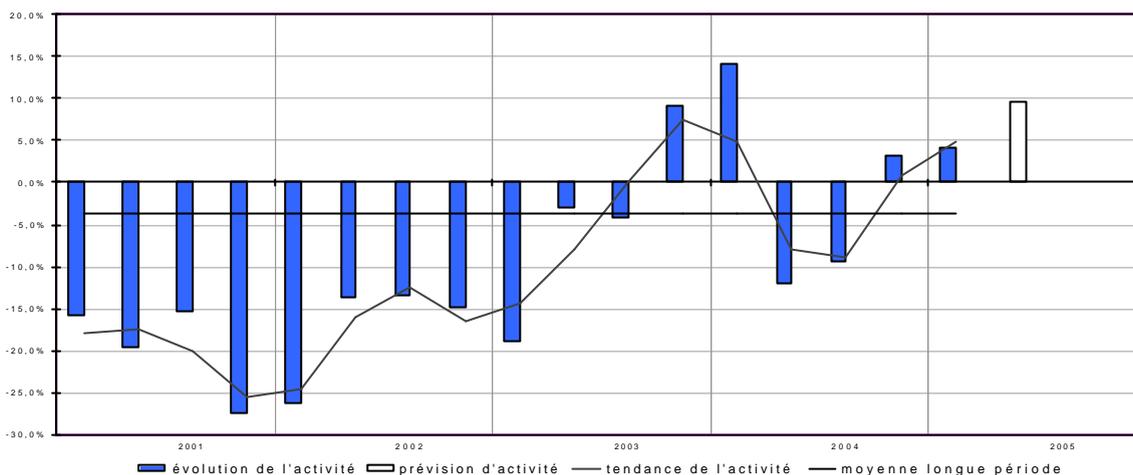
1-Vue d'ensemble

1-1 Les entreprises

1-1-1 Les opinions des dirigeants d'entreprise

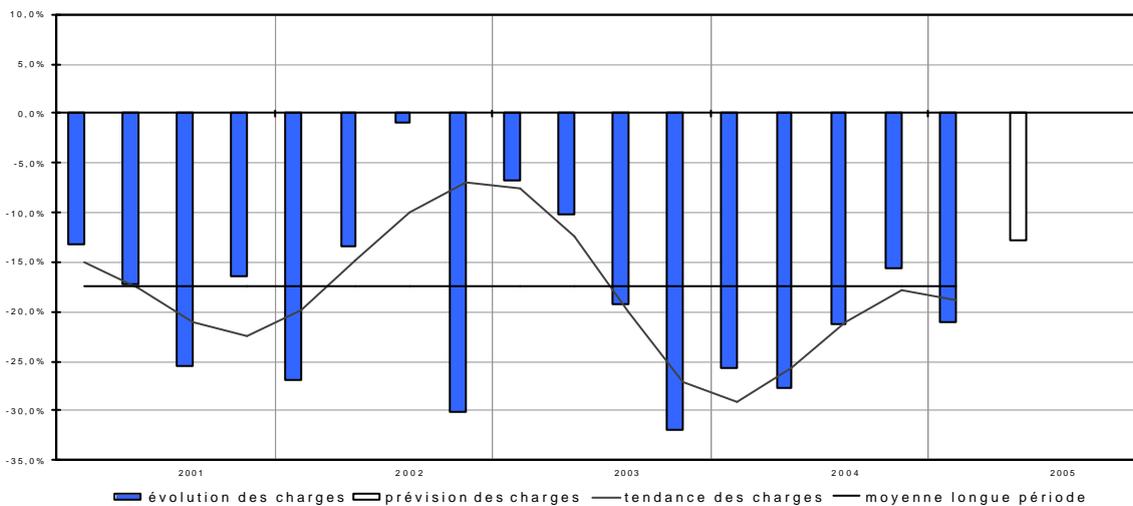
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 mars 2005¹
(hors mines et métallurgie)

ACTIVITE
CHARGES
TRESORERIE



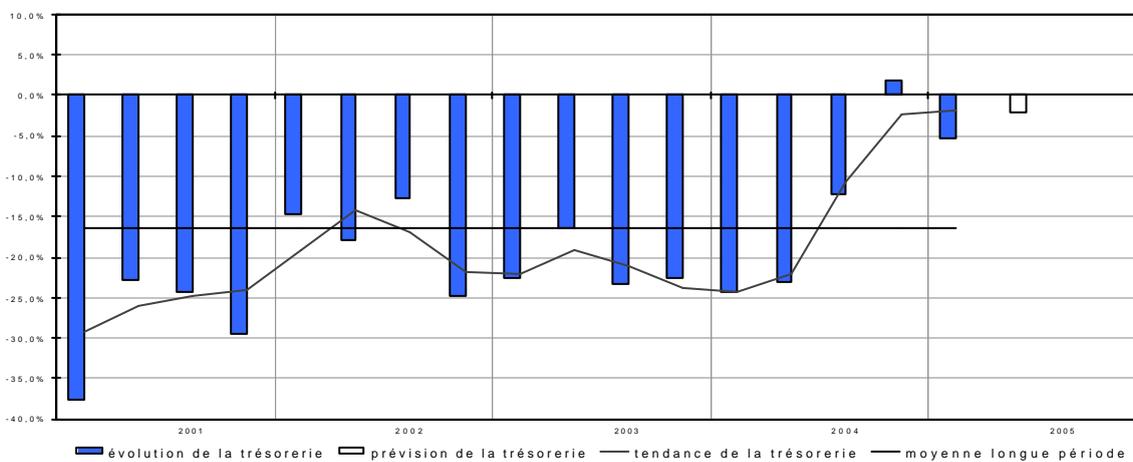
Amélioration

Dégradation



Amélioration

Dégradation

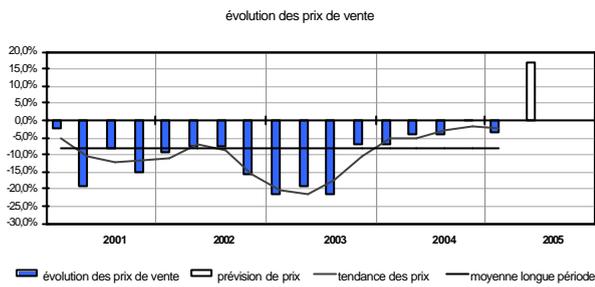


Amélioration

Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

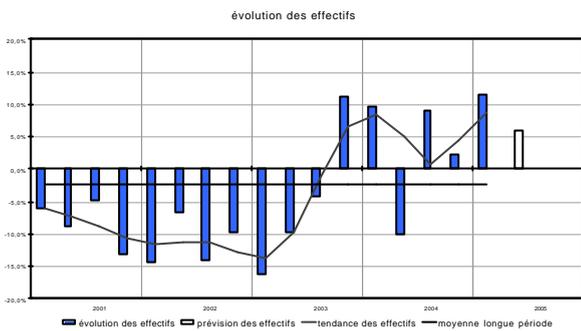
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 217 entreprises (8 823 salariés) pour 167 réponses (7 612 salariés).



Diminution
Augmentation

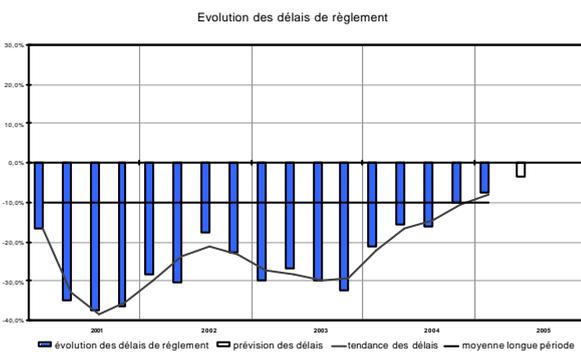
Sur le premier trimestre 2005, l'enquête d'opinions de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprise de 8 secteurs d'activité révèle les tendances suivantes :

- une progression de l'activité dans quatre secteurs : l'agriculture, les industries agroalimentaires, les industries diverses et le tourisme.
- une diminution de l'activité dans quatre secteurs : les mines et la métallurgie, le BTP, le commerce et les services aux entreprises.



Amélioration
Dégradation

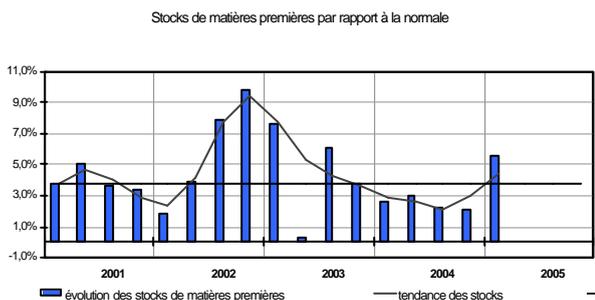
Conformément aux prévisions établies lors du trimestre précédent, l'indice synthétique d'ensemble, pondéré par les effectifs de chaque secteur d'activité concerné (hors mines et métallurgie), traduit une opinion favorable sur l'activité globale.



Supérieurs
Inférieurs

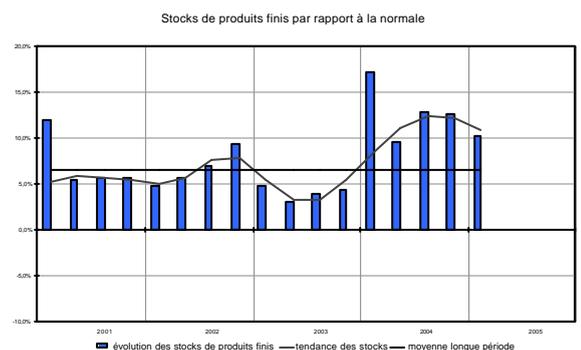
Une majorité de chefs d'entreprise considère que leurs charges ont continué de s'alourdir dans un contexte de hausse des effectifs dans les entreprises. Les situations de trésorerie se seraient légèrement dégradées, parallèlement à une légère réduction des prix de vente et un allongement des délais de règlement.

Dans l'ensemble, les stocks de matières premières et des produits finis seraient jugés supérieurs à la normale.



Supérieurs
Inférieurs

Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise paraissent optimistes puisqu'ils anticipent une poursuite de la croissance de leur activité.



Supérieurs
Inférieurs

1-1-2 L'investissement des entreprises

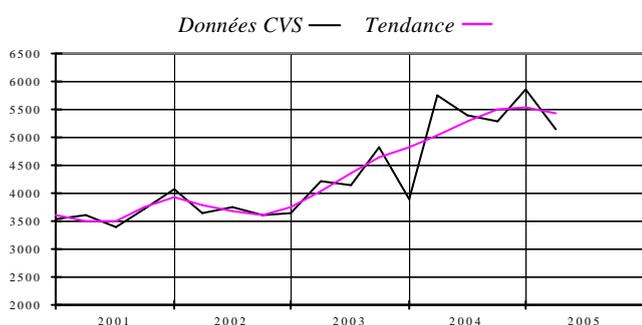
TENDANCE DE L'INVESTISSEMENT

pour les douze prochains mois

| Agriculture, Elevage, Pêche | Industrie agroalimentaire | Mines et métallurgie | Autres industries | BTP | Commerce | Commerce de détail | Tourisme Hôtellerie | Services aux entreprises |
|-----------------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----|----------|--------------------|---------------------|--------------------------|
| → | ↗ | ↗ | ↗ | ↗ | ↗ | → | ↗ | ↘ |

Les biens d'équipement professionnels

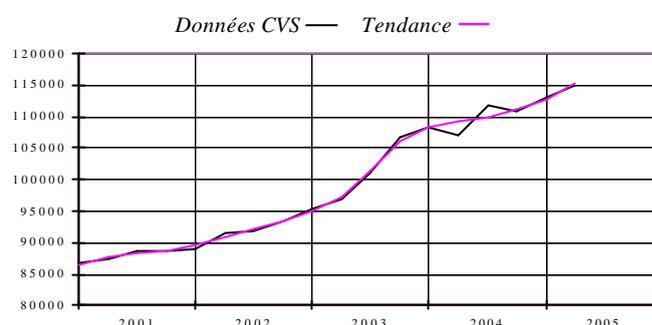
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)



Sources : Service des douanes, ISEE

Le financement des investissements

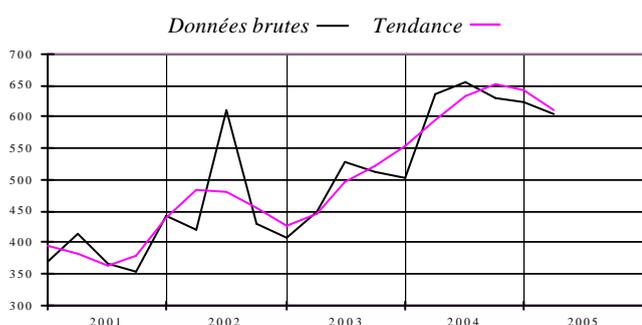
Encours bancaires des crédits d'équipement (toutes zones en millions de F CFP)



Source : IEOM

Les investissements spécifiques

Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)



Source : Service des Mines

Mesuré par les importations de biens d'équipement professionnels, l'investissement des entreprises affiche une baisse par rapport au trimestre précédent mais aussi par rapport au premier trimestre de l'année 2004 (respectivement - 36,1 % et - 10,9 %). L'indicateur « immatriculations de véhicules utilitaires » est quant à lui en diminution de 3,2 % par rapport au quatrième trimestre 2004 et en baisse de 5,2 % par rapport au premier trimestre 2004. Parallèlement, les encours de crédits d'équipement sont quasiment stables par rapport au trimestre précédent (+ 0,9 %), mais augmentent de 7,2 % en glissement annuel.

D'après les résultats de la dernière enquête de conjoncture de l'IEOM, les chefs d'entreprises des secteurs de la « mine/métallurgie », « des autres industries », de « l'industrie agroalimentaire », du « BTP », du « commerce » et de « l'hôtellerie » prévoiraient d'investir sur les douze mois à venir dans leur secteur. En revanche, les opérateurs des « Services aux entreprises » n'envisageraient pas d'investir. Enfin, les professionnels du secteur « agriculture, élevage, pêche » et du « commerce de détail » ne se prononceraient pas.

1-1-2 L'investissements des entreprises

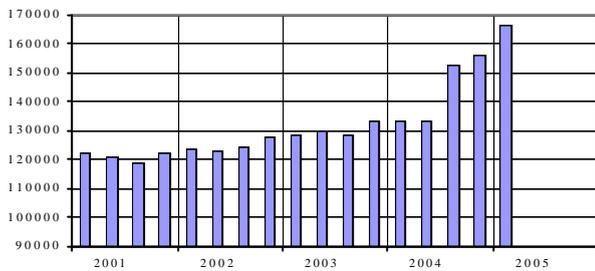
| | 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) | Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variation des cumulés des années 2005/2004 |
|--|-----------------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|---|
| INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES | | | | | | |
| Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP) | 6 880 | 4 397 | - 36,1% | 4 937 | 4 397 | - 10,9% |
| Encours global des crédits d'équipement (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues) | 113 792 | 114 850 | + 0,9% | 107 096 | 114 850 | + 7,2% |
| Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre) | 623 | 603 | - 3,2% | 636 | 603 | - 5,2% |

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

1-1-3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

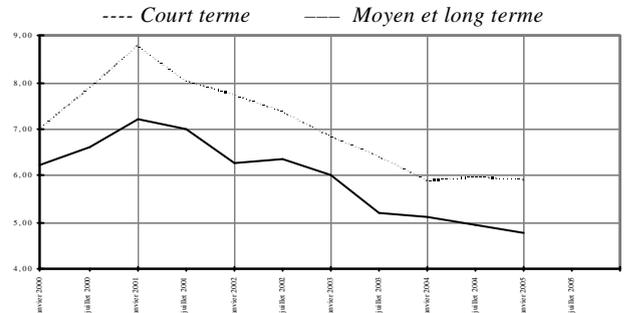
Encours bancaire des crédits à l'ensemble des secteurs¹

(en millions de F CFP)
Données brutes



Source : IEOM

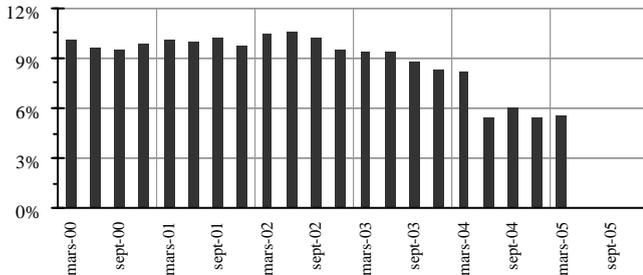
Coût du crédit aux entreprises (Taux moyen pondéré, en %)



Source : IEOM

Ensemble des secteurs

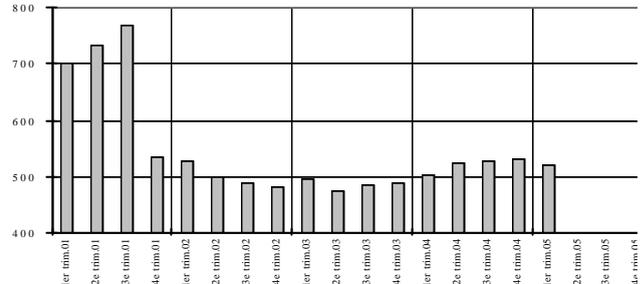
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

Personnes morales interdites bancaires

(en nombre)

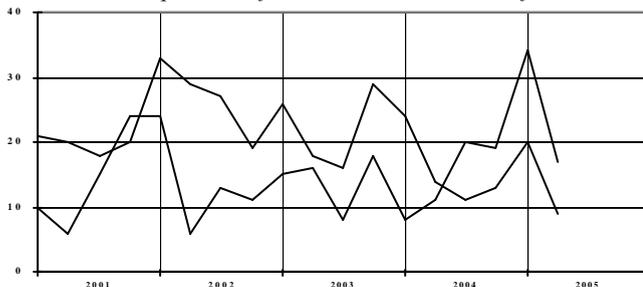


Source : IEOM

Redressements et liquidations judiciaires

(en nombre)

¾ Liquidations judiciaires – Redressements judiciaires



Source : Tribunal Mixte de Commerce

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

1-1-3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

L'encours des concours bancaires d'après la centralisation des risques de l'IEOM au 31 mars 2005¹ a progressé par rapport à l'encours au 31 décembre 2004 (+ 6,6 % en données brutes).

Au 31 mars 2005, la part des créances douteuses brutes est légèrement supérieure à celle au 31 décembre 2004, soit 5,6 % du total des encours contre 5,5 % en décembre 2004.

Le nombre de personnes morales touchées par une interdiction bancaire pour émission de chèques sans provision est en diminution entre le quatrième trimestre 2004 et le premier trimestre 2005 (521 personnes morales concernées soit - 1,7 %). En revanche l'évolution est de + 3,8 % entre le premier trimestre 2004 et le premier trimestre 2005.

Sur le quatrième trimestre de l'année 2005, le nombre de redressements et liquidations judiciaires a diminué par rapport au quatrième trimestre 2004 (9 contre 20 pour les redressements et 17 contre 34 pour les liquidations).

| | 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) | Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|---|-----------------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|---|
| INDICATEURS DE VULNERABILITE | | | | | | |
| Personnes morales en interdiction bancaire (<i>en fin de trimestre</i>) | 530 | 521 | - 1,7% | 501 | 521 | + 3,8% |
| Redressements judiciaires (<i>en nombre</i>) | 20 | 9 | - 55,0% | 14 | 9 | - 35,7% |
| Liquidations judiciaires (<i>en nombre</i>) | 34 | 17 | - 50,0% | 11 | 17 | + 54,5% |

Sources : Tribunal Mixte de Commerce, IEOM

| | déc-04 | mars-05 | Variation | mars-04 | mars-05 | Variation |
|--|---------|---------|-----------|---------|---------|-----------|
| CONDITIONS DE FINANCEMENT | | | | | | |
| Encours des crédits tous secteurs confondus (en millions de F CFP) | 155 725 | 165 970 | + 6,6% | 133 464 | 165 970 | + 24,4% |

Source : IEOM

| | déc-04 | mars-05 | Variation | mars-04 | mars-05 | Variation |
|---|--------|---------|-----------|---------|---------|-----------|
| INDICATEURS DE VULNERABILITE | | | | | | |
| Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (<i>en %</i>) | 5,5% | 5,6% | - 0,1 pt | 8,3% | 5,6% | - 2,7 pts |

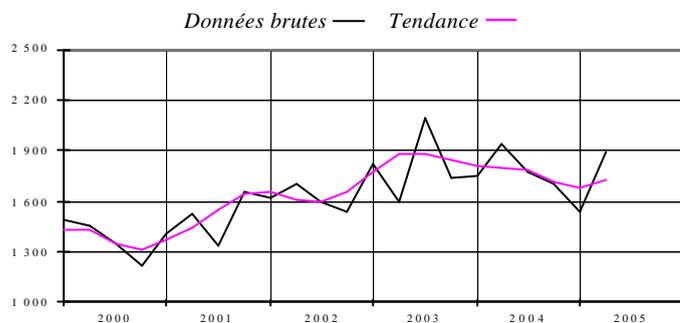
Source : IEOM

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

1-2 Les ménages

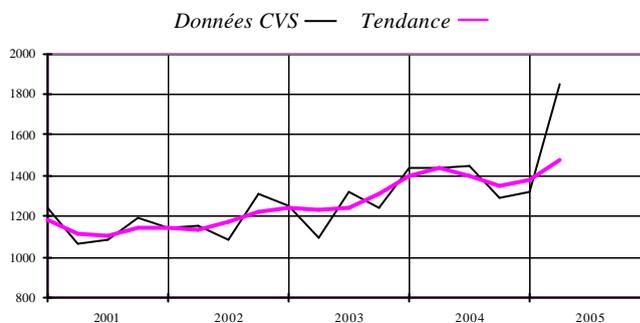
1-2-1 L'évolution de la consommation des ménages

Immatriculations de voitures particulières
(en nombre)



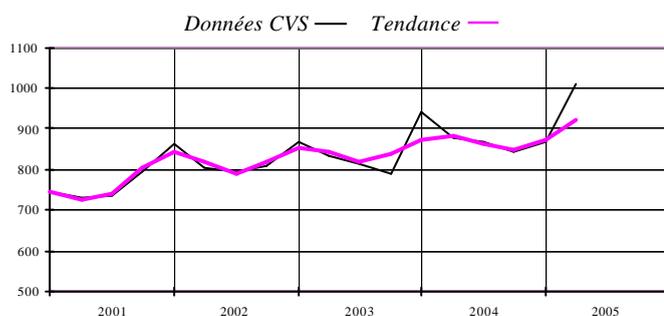
Source : Service des Mines

Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)



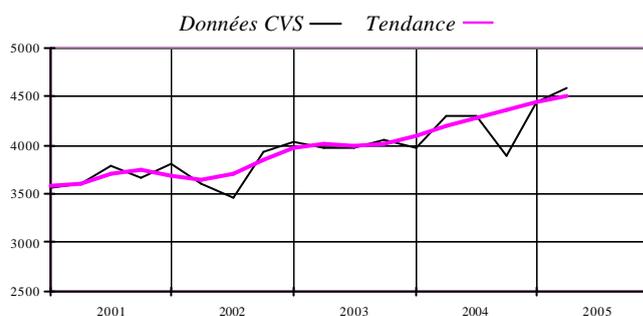
Sources : Service des Douanes, ISEE

Importations d'articles d'habillement et chaussures (en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Importations de produits alimentaires, boissons et tabac (en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

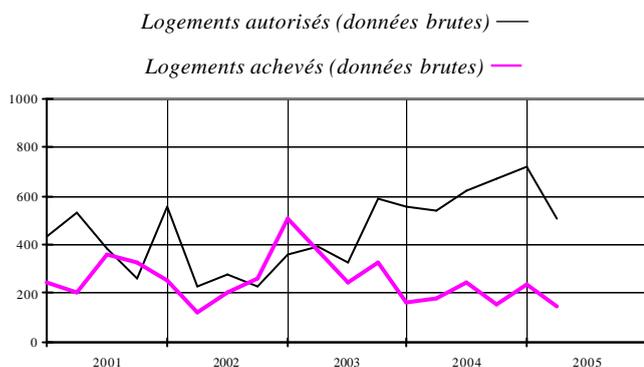
Les indicateurs principaux témoignent d'un maintien de la consommation des ménages sur le premier trimestre 2005. Ainsi, les « importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison », les « importations d'articles d'habillement et chaussures » et les « immatriculations de voitures particulières » augmentent respectivement de 6,3 %, 10,3 % et 23,0 % par rapport à décembre 2004. Seules les « importations de produits alimentaires, boissons et tabac » reculent de 9,0 % par rapport au trimestre précédent. Les encours de crédits de trésorerie des ménages diminuent de 2,3 % par rapport à décembre 2004 mais sont stables en glissement annuel.

| | 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) | Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|--|-----------------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|---|
| INVESTISSEMENT IMMOBILIER DES MENAGES | | | | | | |
| Logements individuels achevés en Province Sud et en Province Nord (en nombre) | 238 | 144 | - 39,5% | 180 | 144 | - 20,0% |
| Logements individuels autorisés en Province Sud et en Province Nord (en nombre) | 719 | 504 | - 29,9% | 541 | 504 | - 6,8% |
| Encours bancaires des crédits à l'habitat (ménages + non résidents toutes zones en millions de F CFP) | 153.410 | 155.577 | + 1,4% | 136.680 | 155.577 | + 13,8% |

Sources : ISEE, IEOM

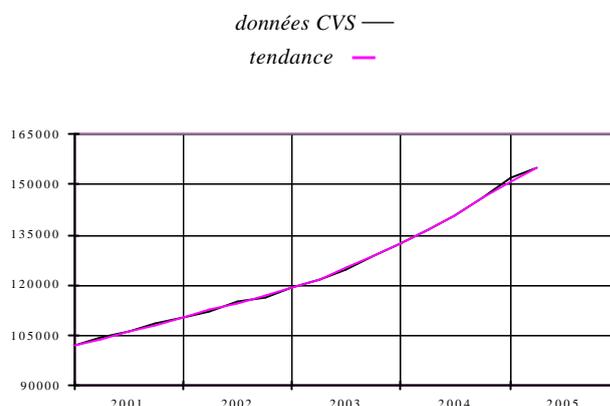
1-2-2 L'investissement immobilier des ménages

Nombre de logements individuels autorisés et achevés
(en nombre)



Sources : Direction de l'équipement de la Province Sud et Direction de l'Aménagement de la Province Nord

Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)
(en millions de F CFP)



Source : IEOM

Les indicateurs relatifs à l'investissement immobilier des ménages affichent des résultats montrant que l'encours bancaire de crédits à l'habitat accordés aux ménages¹ par les établissements bancaires a conservé un rythme de croissance annuel soutenu (+ 13,8 %). En revanche, le nombre de logements autorisés et achevés a baissé de respectivement 29,9 % et 39,5 % par rapport au quatrième trimestre 2004.

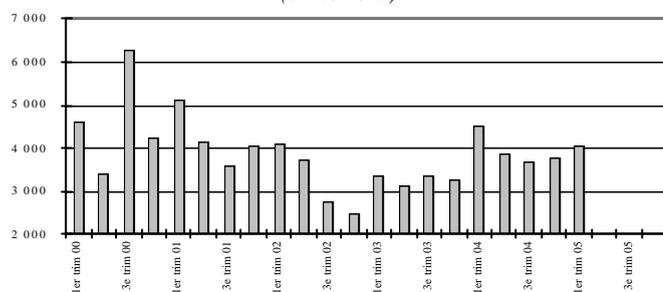
| | 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) | Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|---|-----------------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|---|
| INVESTISSEMENT IMMOBILIER DES MENAGES | | | | | | |
| Logements individuels achevés en Province Sud et en Province Nord (en nombre) | 238 | 144 | - 39,5% | 180 | 144 | - 20,0% |
| Logements individuels autorisés en Province Sud et en Province Nord (en nombre) | 719 | 504 | - 29,9% | 541 | 504 | - 6,8% |
| Encours bancaires des crédits à l'habitat (ménages + non résidents toutes zones en millions de F CFP) | 153 410 | 155 577 | + 1,4% | 136 680 | 155 577 | + 13,8% |

Sources : ISEE, IEOM

¹ L'encours des crédits à l'habitat des ménages comprend l'encours à l'habitat de la clientèle non résidente, principalement constituée de particuliers.

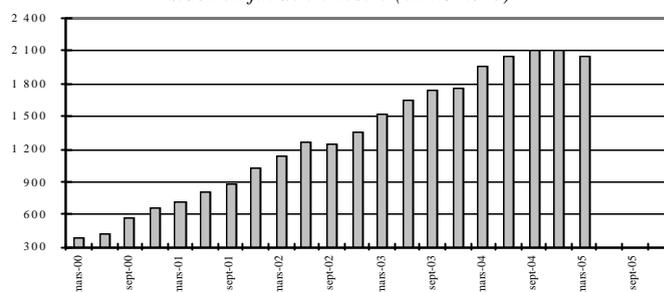
1-2-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Incidents de paiement sur chèques
(en nombre)



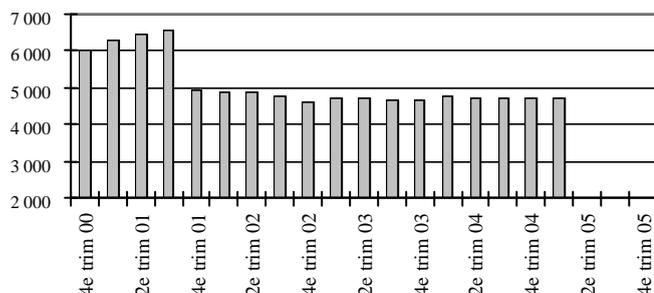
Source : IEOM

Décisions de retraits de cartes bancaires
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Personnes physiques interdites bancaires
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Les principaux indicateurs signalent une dégradation de la vulnérabilité de la trésorerie des ménages sur le premier trimestre 2005 par rapport au trimestre précédent et une amélioration par rapport au premier trimestre 2004.

En effet, les décisions de retraits de cartes bancaires ont augmenté de 25,3 % par rapport au trimestre précédent (- 24,8 % par rapport au premier trimestre 2004) et les incidents de paiement sur chèques ont également augmenté de 7,8 % par rapport au trimestre précédent (-9,5 % par rapport au premier trimestre 2004). Le nombre de personnes physiques en interdit bancaire reste stable (+ 0,3 %) sur cette période.

| 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) |
|-----------------------|----------------------|-------------------------|
|-----------------------|----------------------|-------------------------|

| Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|-----------------------|-----------------------|--|
|-----------------------|-----------------------|--|

| INDICATEURS DE VULNERABILITE | | | |
|--|-------|-------|---------|
| Personnes physiques en interdiction bancaire (en fin de trimestre) | 4 725 | 4 739 | + 0,3% |
| Décisions de retrait de cartes bancaires (en nombre) | 225 | 282 | + 25,3% |
| Incidents de paiement sur chèques (en nombre) | 3 774 | 4 069 | + 7,8% |

| | | |
|-------|-------|---------|
| 4 766 | 4 739 | - 0,6% |
| 375 | 282 | - 24,8% |
| 4 495 | 4 069 | - 9,5% |

Source : IEOM

1-3 Les indicateurs macro-économiques

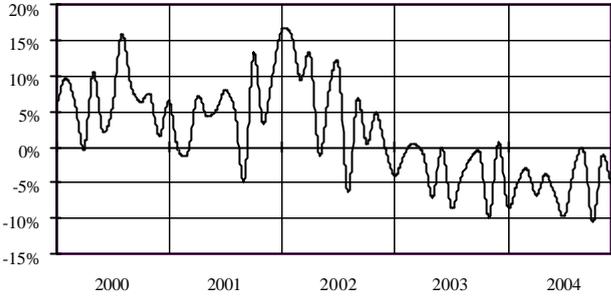
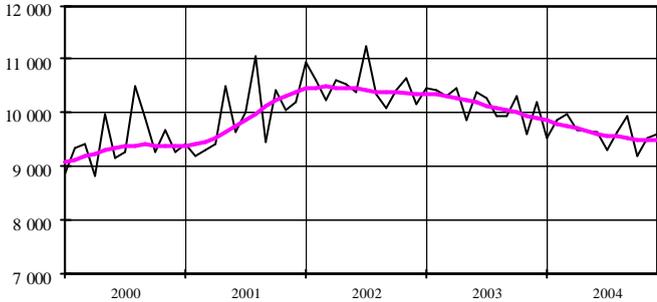
L'emploi

Demandes d'emploi en fin de mois (stock)

Demandes enregistrées en fin de mois

Variations mensuelles brutes en glissement annuel

Données CVS — Tendance —



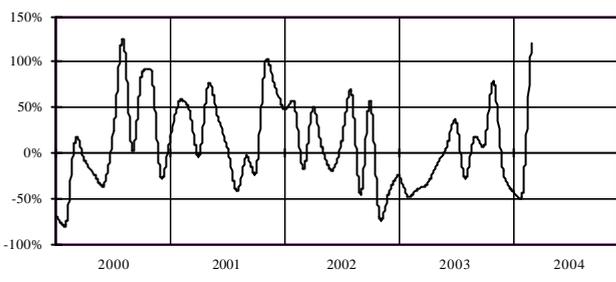
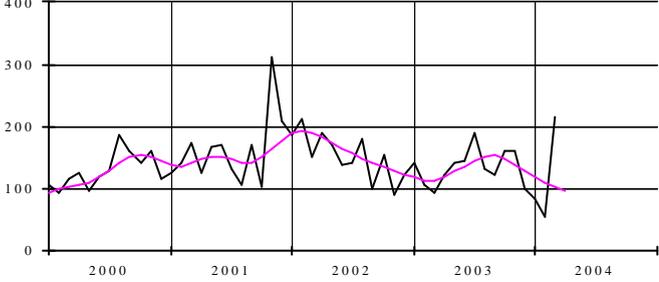
Source : Agence pour l'emploi

Offres d'emploi en fin de mois (stock)

Offres enregistrées en fin de mois

Variations mensuelles en glissement annuel (en %)

Données CVS — Tendance —



Source : Agence pour l'emploi

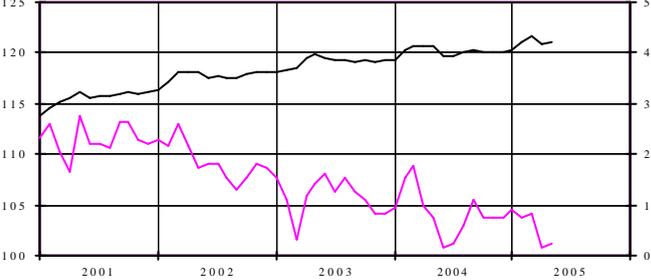
Les salaires

Salaire minimum garanti horaire (en F CFP)

Indice des prix à la consommation

Données brutes — Glissement annuel (en %) —

Données brutes (en indice) — Glissement annuel (en %) —



Source : Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie

Source : ISEE

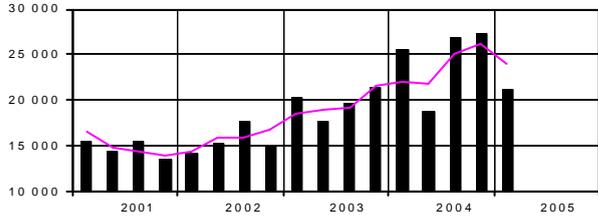
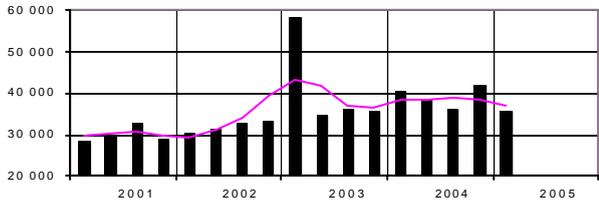
Le commerce extérieur

Importations (en milliards de F CFP)

Exportations (en milliards de F CFP)

Données brutes ■ Tendance —

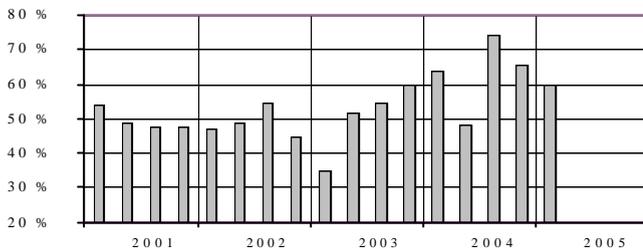
Données brutes ■ Tendance —



Source : Service des Douanes

Source : Service des Douanes

Taux de couverture trimestriel des importations par les exportations (en %)

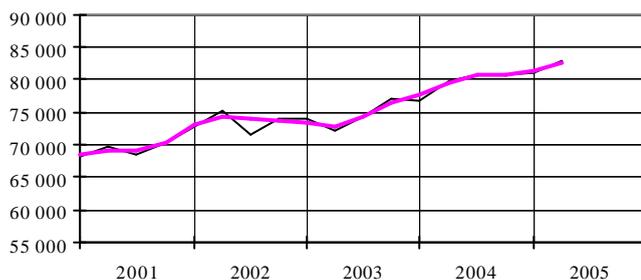


Source : Service des Douanes

L'énergie

Ventes d'électricité basse tension (en milliers de kWh)

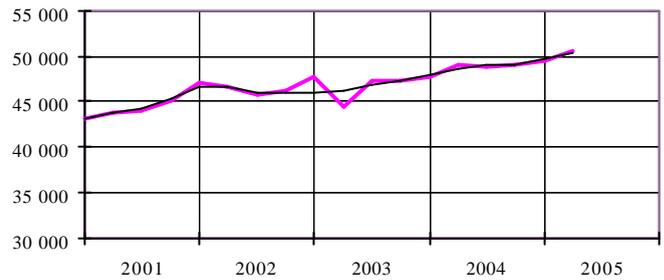
Données CVS —
Tendance —



Sources : EEC - ENERCAL

Ventes d'électricité moyenne tension (en milliers de kWh)

Données CVS —
Tendance —



Sources : EEC - ENERCAL

Les dernières statistiques disponibles concernant les demandes d'emploi sont celles du mois de décembre 2004. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi s'est réduit de 5,3 % entre décembre 2003 et décembre 2004 à 7 842 personnes. Les offres d'emploi sont toujours indisponibles depuis mars 2004 en raison de la mise en place d'un nouveau logiciel pour le traitement statistique.

L'inflation est limitée à +0,5 % entre janvier et mars 2005. Le SMG a été porté à 110 000 F CFP mensuel en janvier 2005 (JONC n° 7843 du 18 janvier 2005), soit une progression de 5,7 % en un an.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est réduit à 60 % (- 5,6 points entre le quatrième trimestre 2004 et le premier trimestre 2005). Ainsi, les exportations représentent en valeur 21,2 milliards de F CFP sur le premier trimestre 2005 (- 22,7 % par rapport au trimestre précédent). Dans le détail, les exportations de minerai et de produits métallurgiques qui représentent 93,0 % de la valeur totale des exportations cumulées à mars 2005, sont en baisse respectivement de 15,0 % et 20,3 % par rapport au trimestre précédent

D'autre part, les importations en valeur ont également reculé sur le premier trimestre 2005 (- 15,5 % par rapport à décembre 2004) pour atteindre 35,3 milliards de F CFP.

Sur le premier trimestre 2005, les ventes d'électricité basse tension et moyenne tension ont augmenté par rapport au quatrième trimestre 2004 (+ 19,5 % et + 11,8 %).

Nota : Les différences observées entre les valeurs brutes indiquées dans les tableaux et les données graphiques résultent de l'incidence des variations saisonnières.

| | Fév-05 (1) | Mars-05 (2) | Variation (2) /(1) | Variation sur 12 mois | Variation depuis le début de l'année | |
|--|--------------------------|----------------------|-----------------------|--------------------------|--|--|
| PRIX (Source : ISEE)* | | | | | | |
| Indice des prix à la consommation (basse 100 : décembre 1992) | 121,6 | 120,9 | -0,58% | + 0,2% | + 0,5% | |
| | sept-03 | déc-03 | mars-04 | mai-04 | janv.05 | |
| LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source : JONC) | | | | | | |
| Salaire horaire minimum garanti (en F CFP) | 611,90 | 611,90 | 615,51 | 618,59 | 650,89 | |
| | 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2)/(1) | Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005 /2004 |
| L'EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi) | | | | | | |
| Statistiques de stock (en fin de mois) | | | | | | |
| Demandes d'emploi | 7 842 | nd | ns | //////// | //////// | //////// |
| Offres d'emploi | nd | nd | ns | //////// | //////// | //////// |
| Statistiques de flux (au cours du mois) | | | | | | |
| Nouveaux demandeurs d'emplois enregistrés | nd | nd | ns | nd | nd | ns |
| Offres d'emplois nouvelles enregistrées | nd | nd | ns | nd | nd | ns |
| Demandes d'emplois sorties | nd | nd | ns | nd | nd | ns |
| Offres d'emplois sorties | nd | nd | ns | nd | nd | ns |
| dont placement A.P.E. | nd | nd | ns | nd | nd | ns |
| COMMERCE EXTERIEUR | | | | | | |
| (Sources : ISEE - Sce des Douanes - Sce des Mines) | | | | | | |
| Importations (p) | | | | | | |
| En valeur (en millions de F CFP) | 41 804 | 35 320 | -15,5% | 40 293 | 35 320 | -12,3% |
| En volume (en tonnes) | 385 500 | 349 300 | -9,4% | 336 700 | 349 300 | 3,7% |
| Exportations (p) | | | | | | |
| En valeur (en millions de F CFP) | 27 388 | 21 179 | -22,7% | 25 626 | 21 179 | -17,4% |
| En volume (en tonnes) | 1 018 000 | 706 000 | -30,6% | 775 000 | 706 000 | -8,9% |
| Taux de couverture des importations par les exportations en valeur | 65,5% | 60,0% | - 5,6 pts | 63,6% | 60,0% | - 3,6 pts |
| ENERGIE (Sources : ENERCAL - EEC) | | | | | | |
| Electricité produite (en millions de kWh) | | | | | | |
| D'origine hydraulique | 411 | 484 | 17,8% | 790 | 484 | -38,7% |
| D'origine thermique | 77 | 120 | 55,8% | 362 | 120 | -66,9% |
| | 334 | 364 | 9,0% | 428 | 364 | -15,0% |
| Electricité consommée (en millions de kWh) | | | | | | |
| Distribution S.L.N. | 452 | 36 | -92,0% | 410 | 36 | -91,2% |
| Distribution E.E.C. | 285 | 326 | 14,4% | 265 | 326 | 23,0% |
| Distribution ENERCAL | 88 | 107 | 21,6% | 110 | 107 | -2,7% |
| | 79 | 36 | -54,4% | 35 | 36 | 2,9% |
| Ventes d'électricité (en millions de kWh) | | | | | | |
| Basse tension | 77 | 92 | 19,5% | 87 | 92 | 5,7% |
| Moyenne tension | 51 | 57 | 11,8% | 55 | 57 | 3,6% |

* Les indices sont arrondis. Leurs variations et rythmes annuels le sont également, mais sont toutefois calculés sur les valeurs exactes (avant arrondis)

(p) Données provisoires pour l'année 2004

nd : non disponible

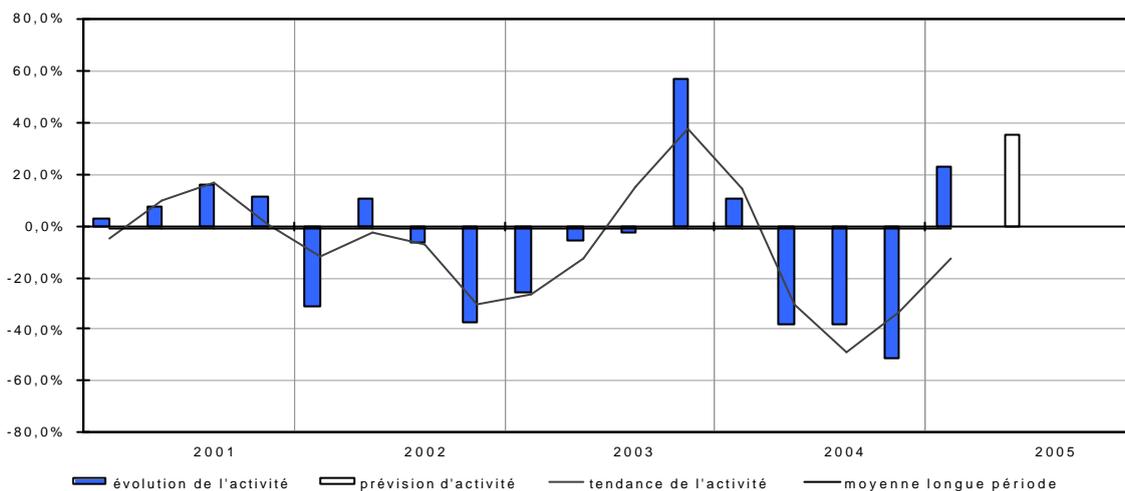
ns : non significatif

2-Analyse sectorielle

2-1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

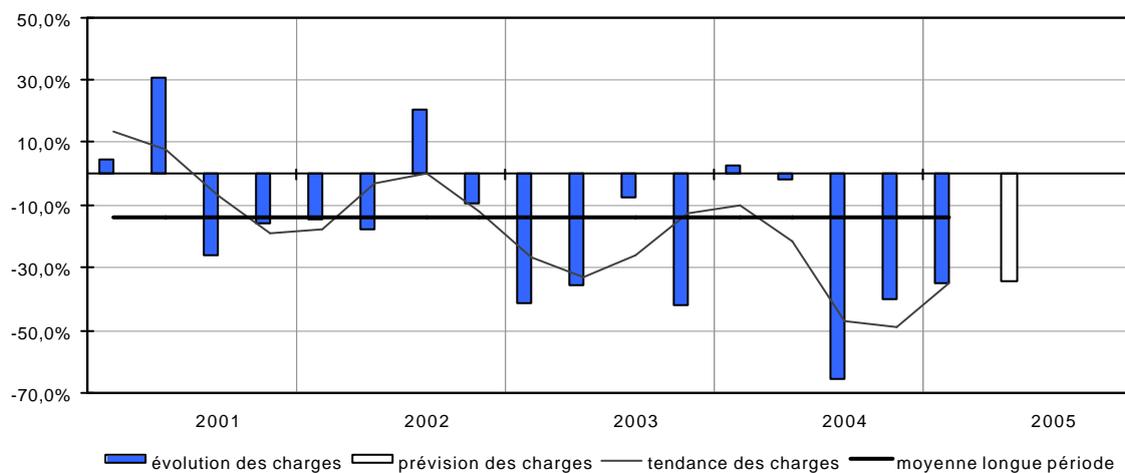
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture »¹ au 31 mars 2005

ACTIVITE



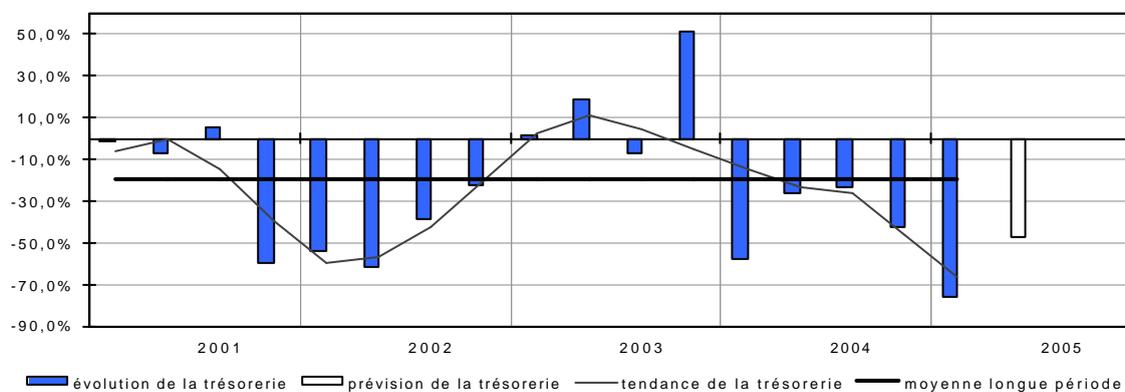
Amélioration
Dégradation

CHARGES



Amélioration
Dégradation

TRESORERIE



Amélioration
Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 19 entreprises (294 salariés) du secteur « agriculture, élevage, pêche et aquaculture » pour 14 réponses (278 salariés).

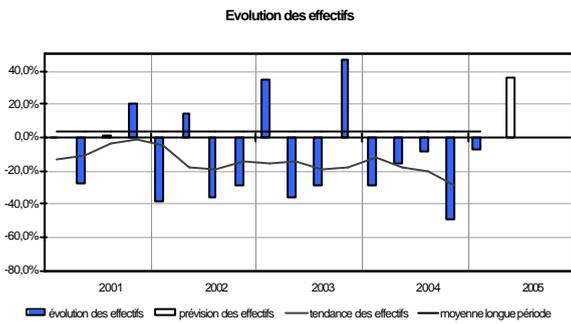
2.1-Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



Augmentation
Diminution

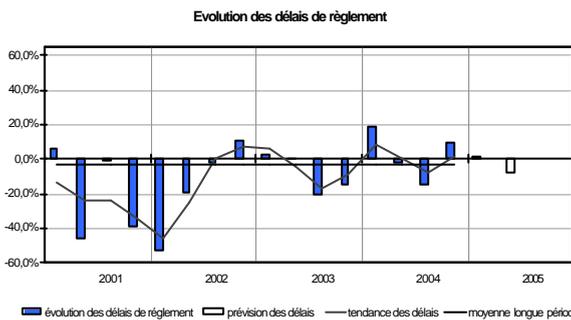
Conformément aux prévisions d'activité des chefs d'entreprises interrogés lors du trimestre précédent, l'activité se serait redressée au cours du premier trimestre 2005, notamment dans le secteur de l'aquaculture.

Globalement, les professionnels du secteur estiment que les charges seraient restées dégradées malgré une légère baisse des effectifs au cours du trimestre écoulé. Par ailleurs, les situations de trésorerie auraient continué à se détériorer dans un contexte de réduction significative des prix de vente.

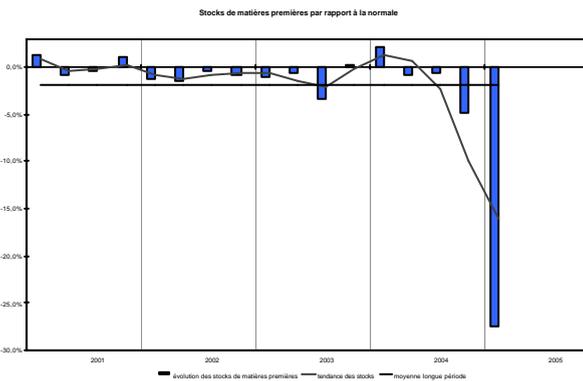


Augmentation
Diminution

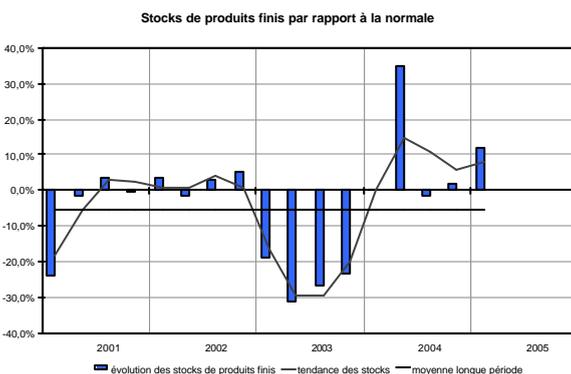
Les professionnels du secteur prévoient pour le second trimestre 2005, une nouvelle hausse de l'activité. Par ailleurs, les charges d'exploitation poursuivraient leur dégradation face à la hausse des effectifs. De même, les situations de trésorerie continueraient à se dégrader, en dépit d'une augmentation des prix de vente. Les délais de règlement devraient pour leur part s'allonger sur le second trimestre 2005.



Amélioration
Dégradation



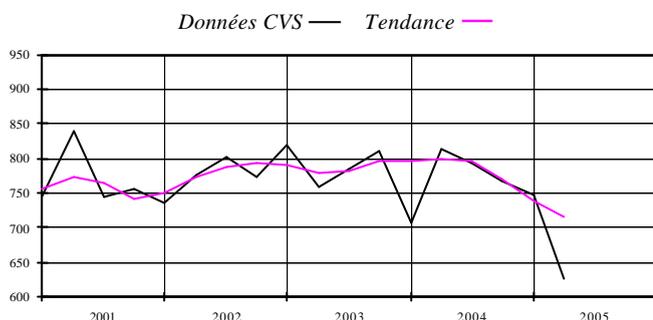
Supérieurs
Inférieurs



Supérieurs
Inférieurs

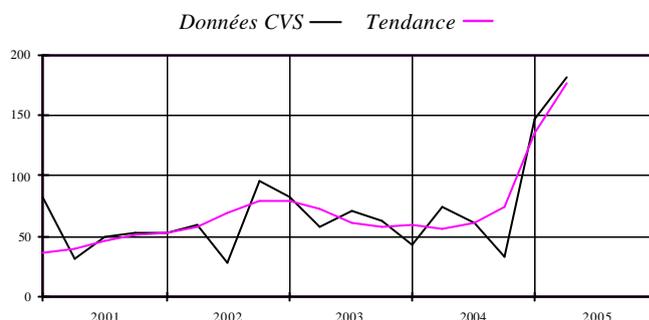
La filière bovine

Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

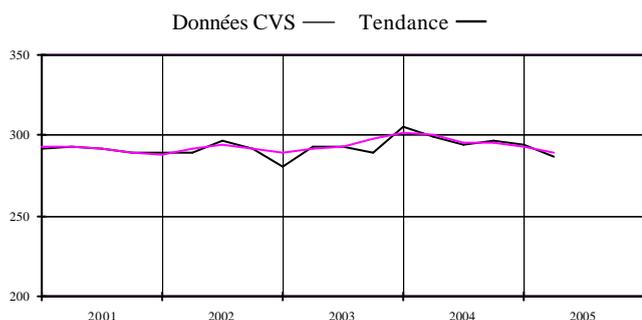
Importations de viande bovine (en tonnes)



Source : Service des Douanes

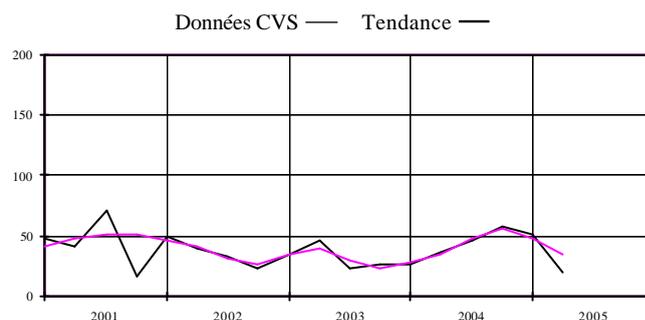
La filière porcine

Abattages de viande porcine (en tonnes)



Source : OCEF

Importations de viande porcine (en tonnes)

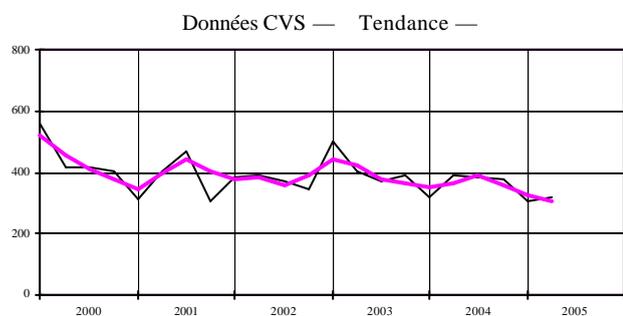


Source : Service des Douanes

La filière aquacole

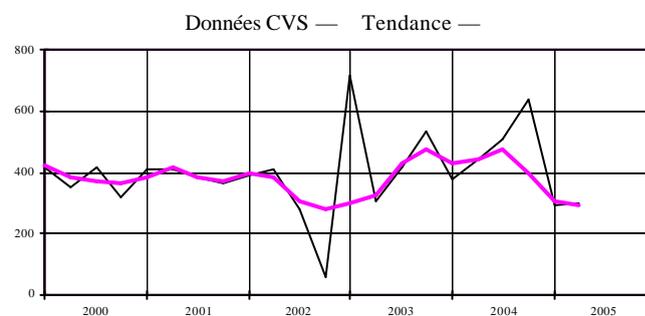
Ventes de crevettes (en tonnes)

Ventes locales et exportations



Source : SOPAC

Production de crevettes (en tonnes)

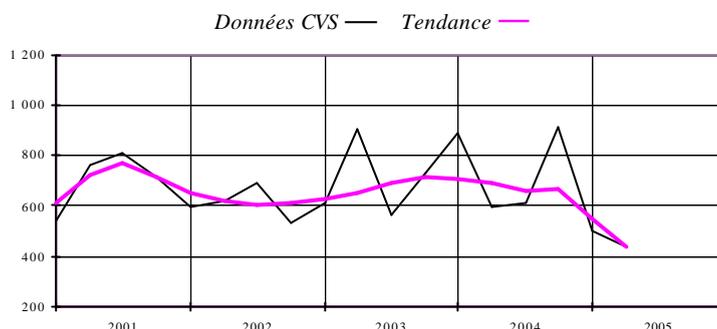


Source : SOPAC

Sur le premier trimestre 2005, les importations de viande bovine en tonnes progressent de 67,0 %, alors que les importations de viande porcine diminuent de 53,8 % en volume. Les abattages de viande reculent quant à eux de 32,1 % pour la viande bovine et de 11,9 % pour la viande porcine par rapport au quatrième trimestre 2004. Par ailleurs, la production de crevettes s'affiche en diminution de 31,2 % par rapport au premier trimestre 2004. Parallèlement, les ventes diminuent de 17,4 % sur la même période.

La filière pêche

Exportations de poissons, crustacés et mollusques (en tonnes)

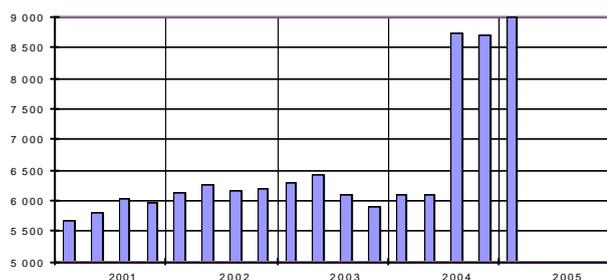


Source : Service des Douanes

Secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture »¹

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

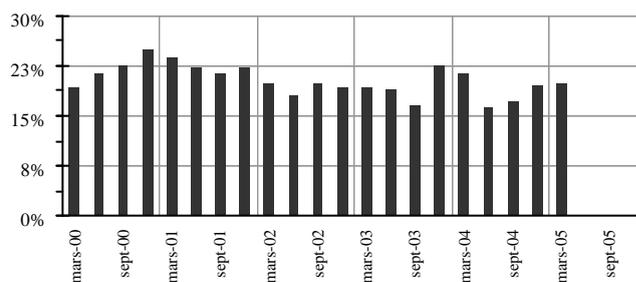
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Agriculture, pêche, élevage et aquaculture »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

| 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) |
|--------------------|-------------------|----------------------|
|--------------------|-------------------|----------------------|

| Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|-----------------------|-----------------------|--|
|-----------------------|-----------------------|--|

| | 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) |
|---|--------------------|-------------------|----------------------|
| ELEVAGE (Sources : ISEE - OCEF) | | | |
| Abattages contrôlés (en tonnes) | | | |
| Viande bovine | 780 | 530 | - 32,1% |
| Viande porcine | 302 | 266 | - 11,9% |
| Importations de viandes | | | |
| Viande bovine | | | |
| . en tonnes | 115 | 192 | + 67,0% |
| . en millions de F CFP | 72 | 105 | + 45,8% |
| Viande porcine | | | |
| . en tonnes | 52 | 24 | - 53,8% |
| . en millions de F CFP | 16 | 11 | - 31,3% |
| AQUACULTURE (Source : SOPAC) | | | |
| Production de crevettes (en tonnes) | 94 | 451 | + 379,8% |
| Ventes de crevettes (en tonnes) | 371 | 246 | - 33,7% |
| PECHE (Source : Service des Douanes) | | | |
| Exportations de poissons, crustacés et mollusques | | | |
| . en tonnes | 352 | 504 | + 43,2% |
| . en millions de F CFP | 228 | 578 | + 153,3% |
| CONDITIONS DE FINANCEMENT | | | |
| | déc-04 | mars-05 | Variation |
| Encours bancaires des crédits du secteur | 8 698 | 9 005 | + 3,5% |

| Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|-----------------------|-----------------------|--|
| | | |
| 694 | 530 | - 23,6% |
| 278 | 266 | - 4,3% |
| | | |
| 77 | 192 | + 149,4% |
| 65 | 105 | + 61,5% |
| | | |
| 45 | 24 | - 46,7% |
| 11 | 11 | + 0,0% |
| | | |
| | | |
| 655 | 451 | - 31,2% |
| 298 | 246 | - 17,4% |
| | | |
| | | |
| 669 | 504 | - 24,6% |
| 655 | 578 | - 11,8% |
| | | |
| | | |
| mars- 04 | mars- 05 | Variation |
| 6 092 | 9 005 | + 47,8% |

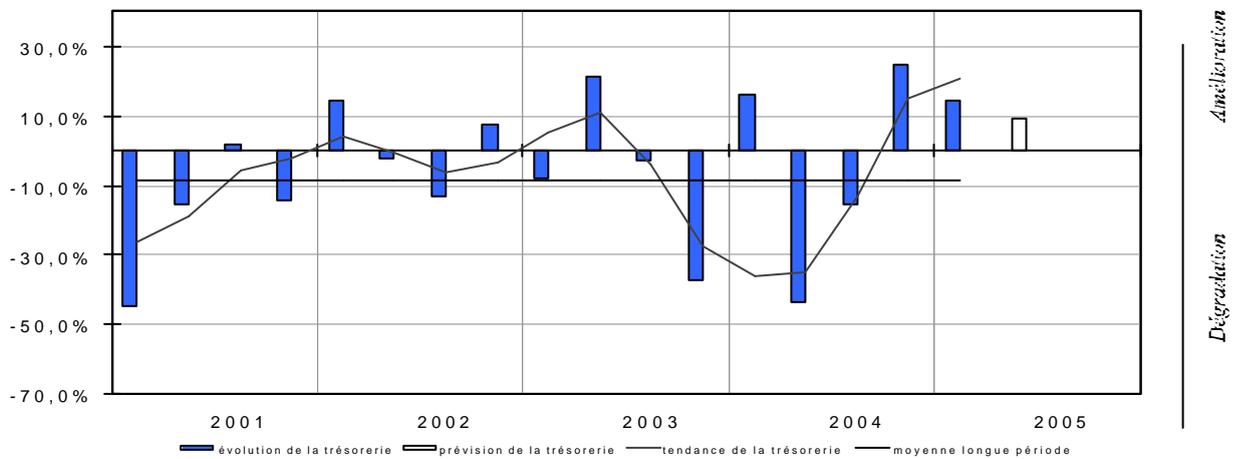
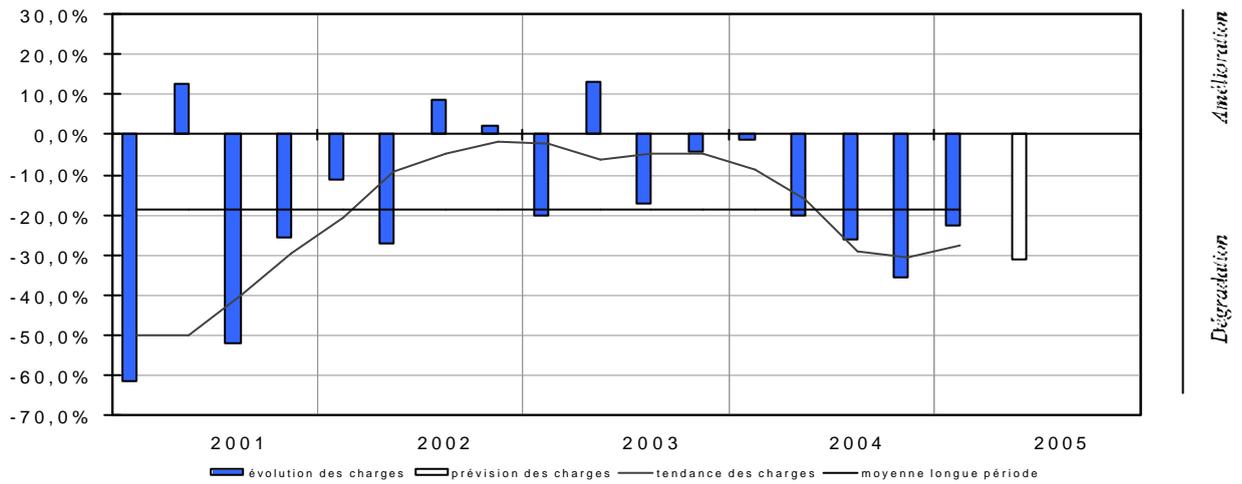
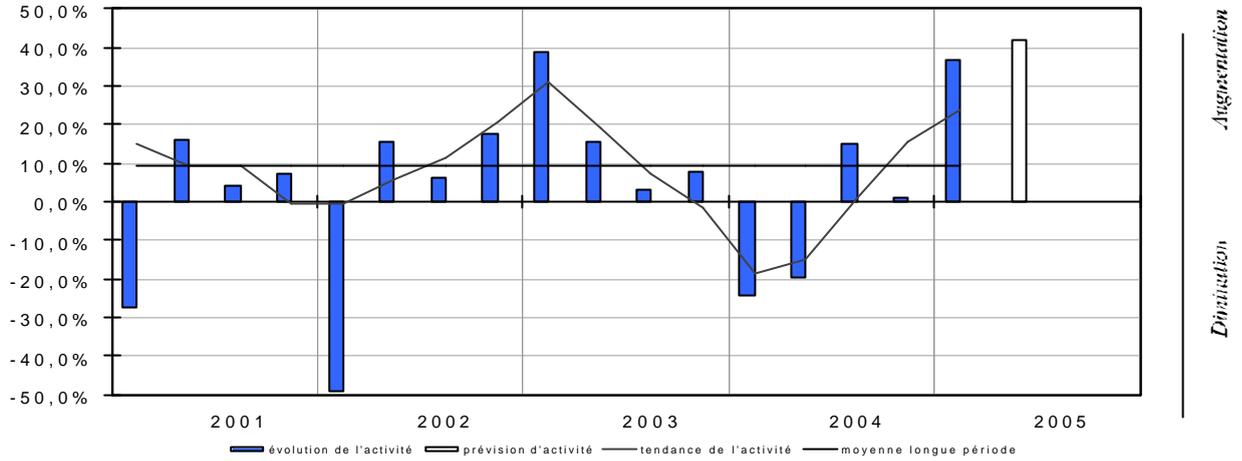
Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-2 Industries agro-alimentaires

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des industries « Agro-alimentaires »¹ au 31 mars 2005

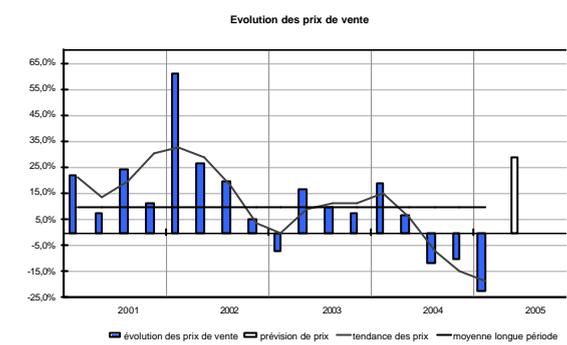
ACTIVITE
CHARGES
TRESORERIE



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

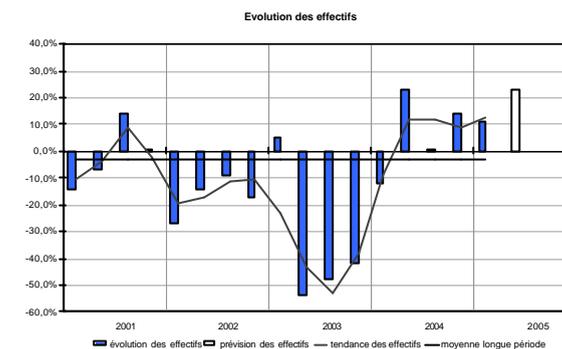
¹L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 15 entreprises (610 salariés) du secteur agro-alimentaire pour 11 réponses (495 salariés).

2.2-Industries agro-alimentaires



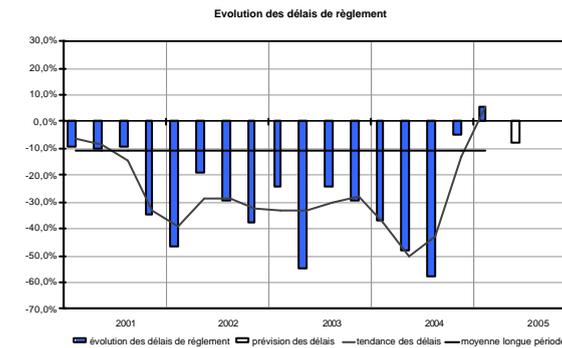
Augmentation
Diminution

Confirmant les prévisions d'activité exprimées lors de la précédente enquête de l'IEOM, les industriels du secteur agro-alimentaire affichent, au cours du premier trimestre 2005, un avis globalement positif. Dans le détail, l'avis des dirigeants des industries du travail du grain (farine,...) ainsi que celui des industries de l'alimentaire justifieraient pour une grande partie ce résultat.



Augmentation
Diminution

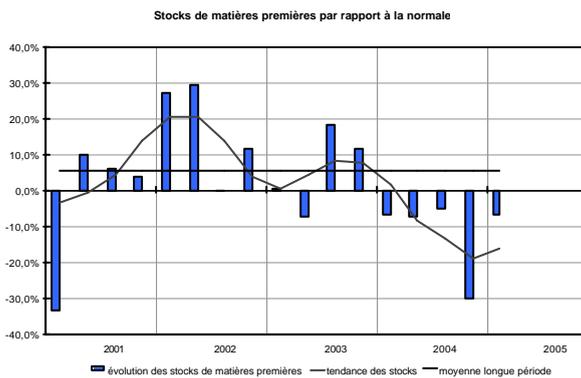
Selon les chefs d'entreprise interrogés, leurs charges d'exploitation auraient continué à se dégrader sous l'effet d'une hausse des effectifs. Les situations de trésorerie se seraient améliorées grâce à la réduction des délais de règlement de la clientèle.



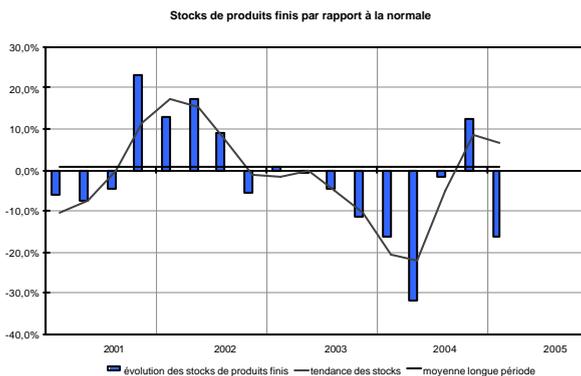
Amélioration
Dégradation

En liaison avec le niveau de l'activité, les stocks de matières premières et de produits finis seraient quant à eux inférieurs à la normale.

Les perspectives pour le deuxième trimestre de l'année 2005 font état d'un développement de l'activité. Parallèlement à la hausse conjuguée de l'activité et des effectifs, les charges s'alourdiraient. Par ailleurs, la bonne maîtrise des situations de trésorerie devrait se poursuivre alors que les délais de règlement s'allongeraient légèrement. Globalement, les prix de vente seraient orientés à la hausse.



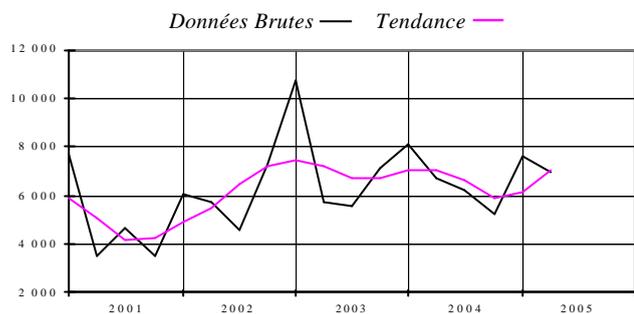
Supérieurs
Inférieurs



Supérieurs
Inférieurs

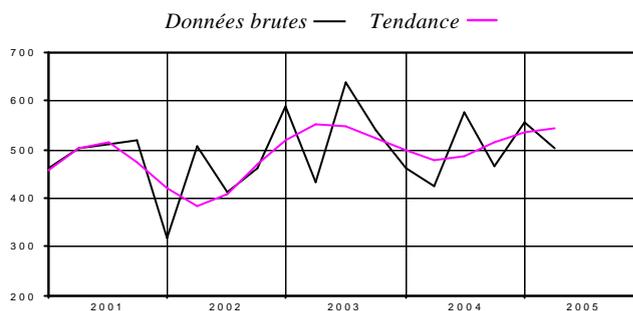
2.2-Industries agro-alimentaires

Importations de céréales (en tonnes) (y compris alimentation animale)



Sources : Services des Douanes, ISEE

Importations de lait en poudre (en tonnes)



Sources : Services des Douanes, ISEE

| 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) |
|-----------------------|----------------------|-------------------------|
|-----------------------|----------------------|-------------------------|

| Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|--------------------------|--------------------------|---|
|--------------------------|--------------------------|---|

| INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES | | | |
|------------------------------|-------|-------|--------|
| Céréales (en tonnes) | 7 586 | 6 947 | - 8,4% |
| Lait en poudre (en tonnes) | 557 | 502 | - 9,9% |

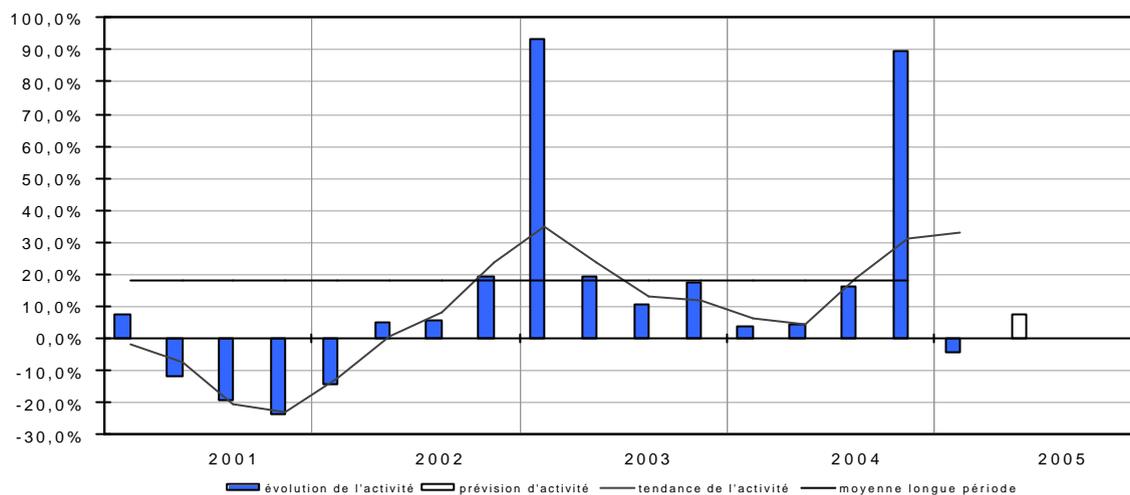
| | | |
|-------|-------|---------|
| 6 678 | 6 947 | + 4,0% |
| 425 | 502 | + 18,2% |

Sources : Service des Douanes

2-3 Industries minières et métallurgiques

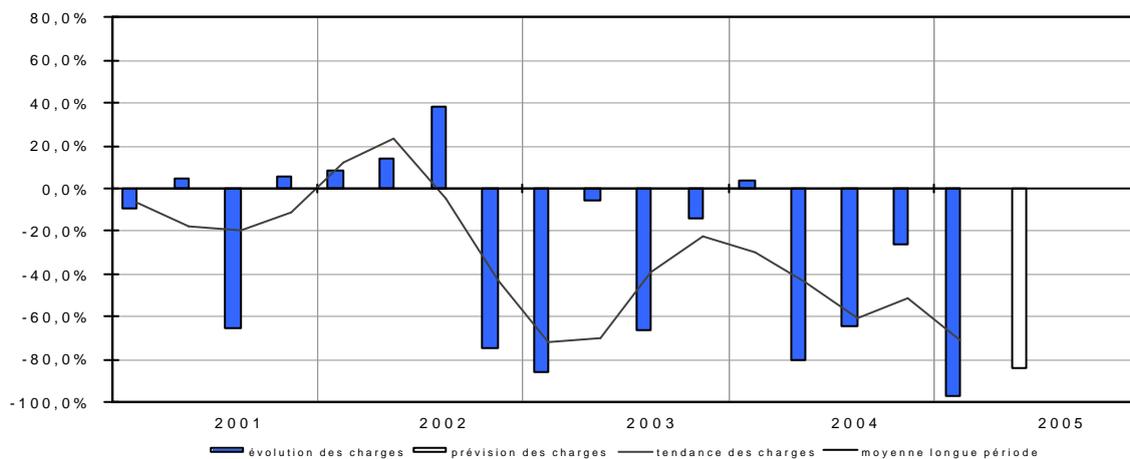
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Mines et de la métallurgie »¹ au 31 mars 2005

ACTIVITE



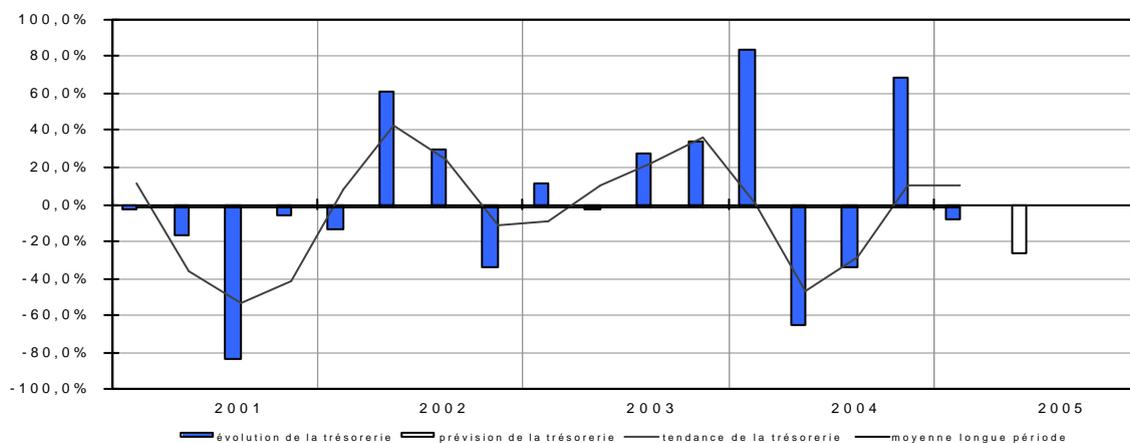
Augmentation
Diminution

CHARGES



Amélioration
Dégradation

TRESORERIE

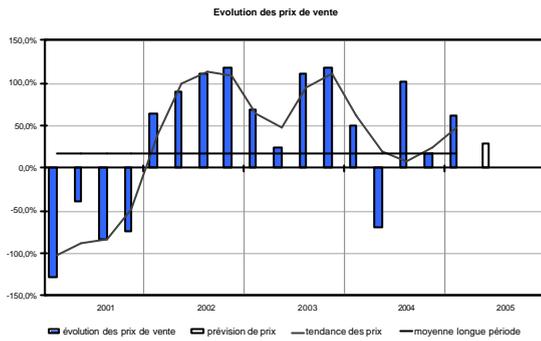


Amélioration
Dégradation

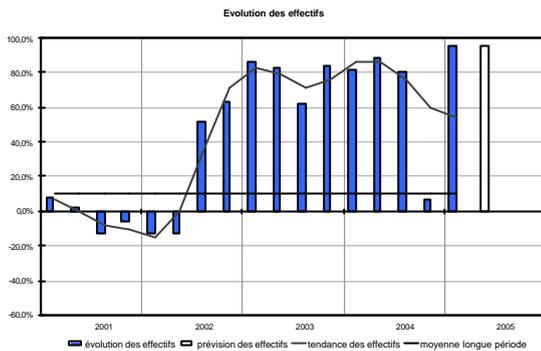
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises (3 083 salariés) des « mines et de la métallurgie » pour 6 réponses (2 333 salariés).

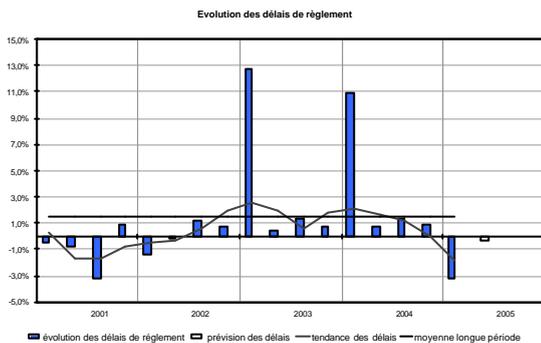
2.3-Industries minières et métallurgiques



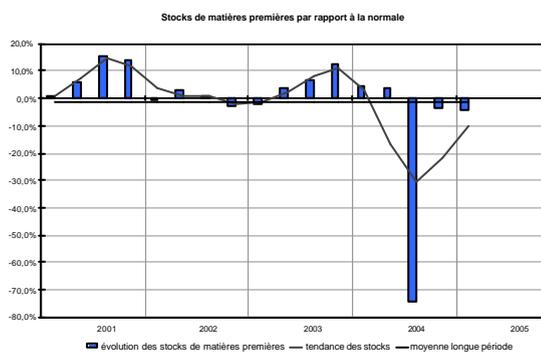
Diminution Augmentation



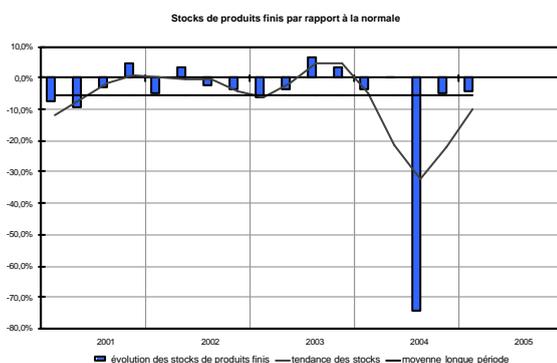
Diminution Augmentation



Amélioration Dégradation



Supérieurs Inférieurs



Diminution Augmentation

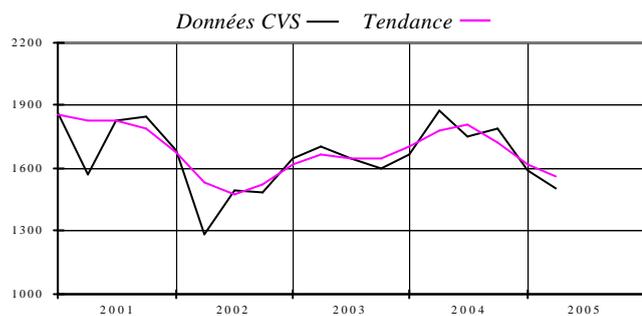
Contrairement aux prévisions optimistes formulées lors de la dernière enquête par les dirigeants du secteur, l'activité se serait légèrement réduite au cours du premier trimestre 2005. Ce constat s'explique notamment par la diminution de l'extraction du nickel (- 23,8 % par rapport au quatrième trimestre 2004) en raison des conditions météorologiques. Les effectifs auraient fortement augmenté contribuant à la dégradation des charges. Les situations de trésorerie se seraient légèrement détériorées en liaison avec un allongement des délais de paiement de la clientèle.

Les stocks de matières premières seraient inférieurs à la normale. Les stocks de produits finis seraient jugés corrects.

Au cours du prochain trimestre, l'activité devrait se redresser contrairement aux charges et aux situations de trésorerie qui se dégraderaient. Les effectifs devraient poursuivre leur progression. Globalement, les prix de vente resteraient orientés à la hausse alors que les délais de règlement seraient légèrement dégradés.

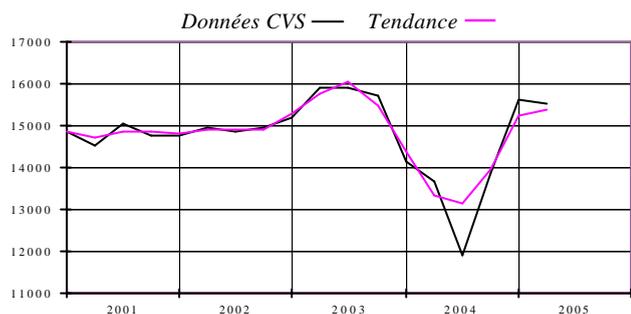
2.3-Industries minières et métallurgiques

Production de produits miniers (en milliers de tonnes)



Source : Service des Mines

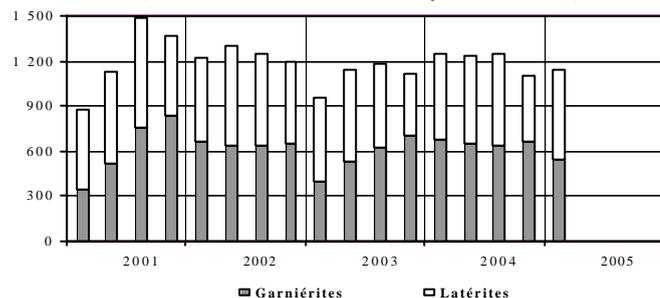
Production de produits métallurgiques (en tonnes)



Source : Service des Mines

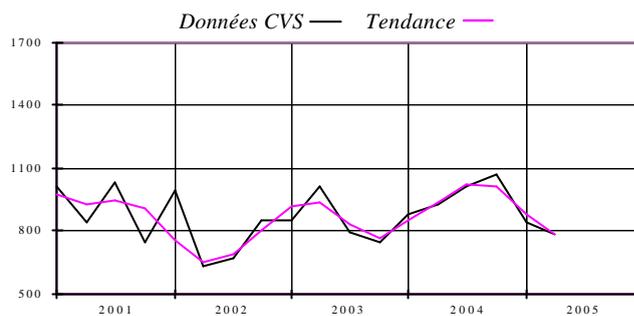
Stock de minerai en bord de mer

(en milliers de tonnes humides, fin de trimestre)



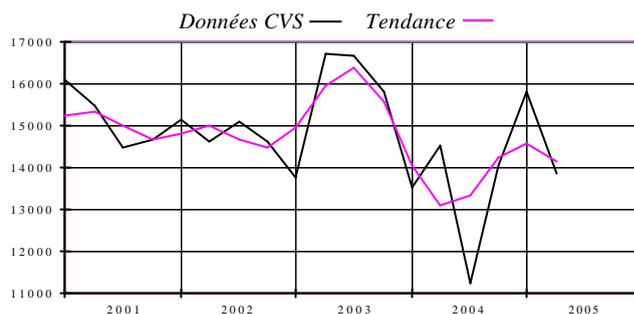
Source : Service des Mines

Exportations de produits miniers (en milliers de tonnes)



Source : Service des Mines

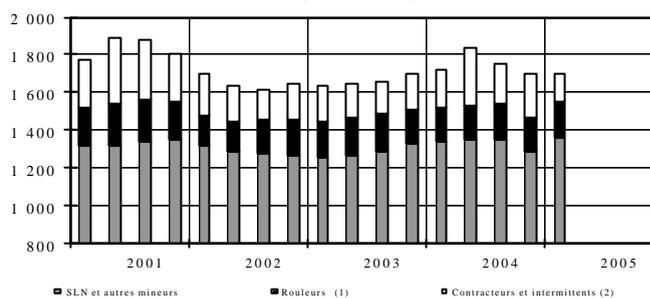
Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)



Source : Service des Mines

Emploi sur mines

(en nombre)



Source : Service des Mines

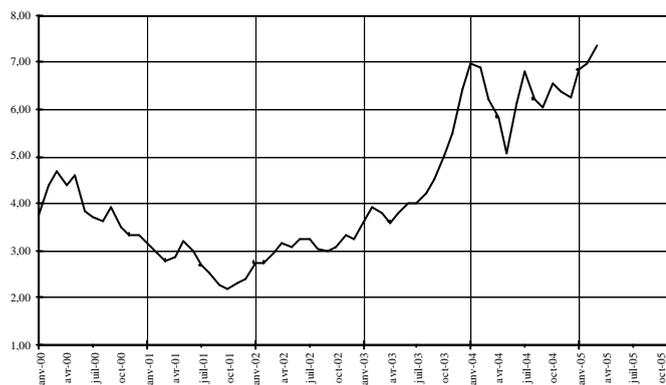
1 Nombre de véhicules 2 Sous-traitants effectuant des prestations de transport terrestre de tous types (transport de personnel, de tout-venant, de marchandises, d'échantillons...) et personnel employé occasionnellement pour les chargements de minéraliers (chargeurs de wharfs, hommes de chaîne, grutiers...).

Au cours du premier trimestre 2005, le marché est apparu très tendu. Les réserves officielles du London Metal Exchange (LME) affichent au cours du trimestre considéré de faibles niveaux. Les entrepôts du Marché londonien ont vu leurs réserves diminuer de près de la moitié entre décembre 2004 (19 374 tonnes) et février 2005 (10 242 tonnes). Par ailleurs, le LME n'a cessé de progresser entre janvier et mars 2005, s'affichant à 7,04 en moyenne trimestrielle contre 6,68 à la même période en 2004. Ramené en F CFP, le prix moyen de la livre de nickel s'est renchéri de 9,7 % entre mars 2004 et mars 2005 (respectivement 605,2 F CFP et 663,54 F CFP). En Nouvelle-Calédonie, au cours du premier trimestre 2005, la production minière en volume a diminué de 23,8 % par rapport au quatrième trimestre 2004 et de 19,2 % (données brutes cumulées) par rapport à mars 2004. Parallèlement, la production de métal a diminué de 4,0 % entre le dernier trimestre 2004 et le premier trimestre 2005 alors qu'en glissement annuel elle a progressé de 14,4 % (données brutes cumulées). Par ailleurs, les exportations en volume de produits miniers et de produits métallurgiques diminuent de respectivement 31,1 % et 19,3 % sur le trimestre et de respectivement 13,9 % et 5,0 % sur le premier trimestre 2004.

En 2005, dans un contexte d'insuffisance de production, le marché du nickel devrait rester tendu notamment sur le premier semestre 2005 avec un faible niveau de stocks (autour de six à sept semaines de consommation) contribuant à soutenir les prix. La mise en service de la laverie de Tiébaghi, prévue fin 2006, permettra au centre de Tiébaghi de fournir annuellement à l'usine de Doniambo le million de tonnes de minerai nécessaire pour atteindre une production de 75 000 tonnes par an. Par ailleurs, en avril 2005, Inco a annoncé que Sumitomo Metals & Mining et Mitsui & Co ont acquis une participation de 21 % dans Goro Nickel par le biais d'une joint-venture nommé Sumic Nickel Netherlands. Inco Limited conserve donc une quote-part de 69 % dans le capital de sa filiale. La date du démarrage de la mise en production de Goro-Nickel est annoncée pour la fin 2007. D'autre part, suite au Conseil d'Administration de la SMSP qui s'est tenu le 10 février 2005 à Koné, les partenaires du projet « SMSP et Falcon bridge » devraient signer un pacte d'actionnaires et constituer la société d'exploitation du Koniambo. Parallèlement, le dossier de l'aide de l'Etat devra être finalisé. Les partenaires pourront alors arrêter le plan de financement pendant que se déroulera la procédure d'obtention des permis et autorisations nécessaires. La date de mise en production envisagée est à l'horizon 2009-2010.

2.3-Industries minières et métallurgiques

Prix du minerai de nickel au LME en moyenne mensuelle (En USD la livre)

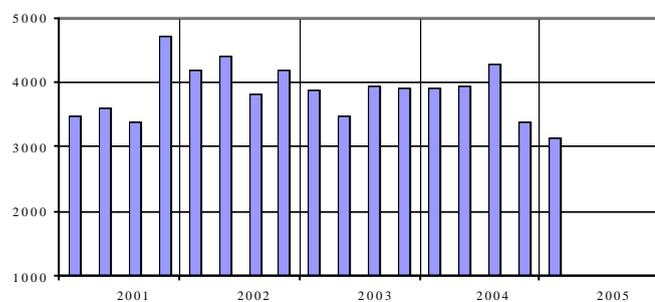


Source : Service des Mines

Secteur « Mines et métallurgie »¹

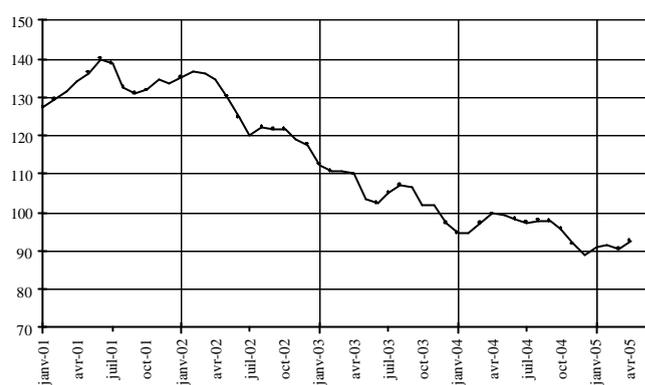
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

Données Brutes



Source : IEOM

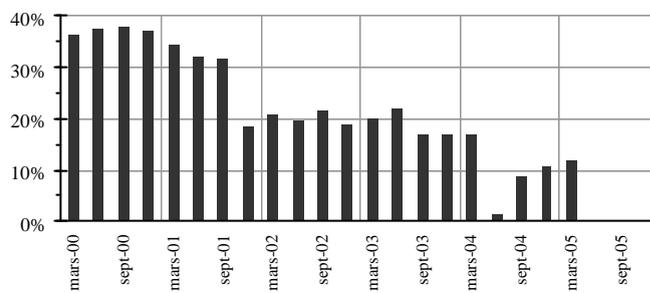
Cours du dollar US / F CFP (moyenne mensuelle)



Source : Service des Mines

Secteur « Mines et métallurgie »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

| 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variation (2) / (1) |
|-----------------------|----------------------|------------------------|
|-----------------------|----------------------|------------------------|

| Prix moyen 2004 | Prix moyen 2005 | Variation 2005/2004 |
|--------------------|--------------------|------------------------|
|--------------------|--------------------|------------------------|

| Prix du minerai de nickel (Source : Service des Mines) | | | |
|---|------|------|---------|
| London Metal Exchange (cours moyen en USD la livre au comptant) | 6,39 | 7,04 | + 10,3% |

| | | |
|------|------|-------|
| 6,27 | 7,04 | 12,3% |
|------|------|-------|

| 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) |
|-----------------------|----------------------|-------------------------|
|-----------------------|----------------------|-------------------------|

| Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|--------------------------|--------------------------|---|
|--------------------------|--------------------------|---|

| MINERAI DE NICKEL (Source : Service des Mines) | | | |
|--|--------|---------|-----------|
| Production : en milliers de tonnes humides (1) | 1 635 | 1 246 | - 23,8% |
| Exportations : en milliers de tonnes humides (2) | 944 | 650 | - 31,1% |
| Part de la production exportée (2)/(1) | 57,7% | 52,2% | - 5,6 pts |
| Valeur FAB des exportations (p) (en millions de F CFP) | 3 869 | 3 288 | - 15,0% |
| Valeur moyenne de la tonne humide exportée en F CFP | 4 099 | 5 058 | + 23,4% |
| METALLURGIE (Source : Service des Mines) | | | |
| Production (en tonnes de nickel contenu) | 16 453 | 15 798 | - 4,0% |
| Mattes | 3 566 | 4 076 | + 14,3% |
| Ferronickels | 12 887 | 11 722 | - 9,0% |
| Exportation (en tonnes de nickel contenu) | 16 935 | 13 665 | - 19,3% |
| Mattes | 4 328 | 3 519 | - 18,7% |
| Ferronickels | 12 607 | 10 146 | - 19,5% |
| Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP) | 20 586 | 16 398 | - 20,3% |
| CONDITIONS DE FINANCEMENT | | | |
| Encours des crédits du secteur (en millions de F CFP) | déc-04 | mars-05 | Variation |
| | 3 395 | 3 134 | - 7,7% |

| | | |
|----------|----------|-----------|
| 1 543 | 1 246 | - 19,2% |
| 755 | 650 | - 13,9% |
| 48,93% | 52,17% | + 3,3 pts |
| 3 336 | 3 288 | - 1,4% |
| 4 419 | 5 058 | + 14,5% |
| 13 812 | 15 798 | + 14,4% |
| 3 342 | 4 076 | + 22,0% |
| 10 470 | 11 722 | + 12,0% |
| 14 382 | 13 665 | - 5,0% |
| 3 612 | 3 519 | - 2,6% |
| 10 770 | 10 146 | - 5,8% |
| 19 428 | 16 398 | - 15,6% |
| mars- 04 | mars- 05 | Variation |
| 3 903 | 3 134 | - 19,7% |

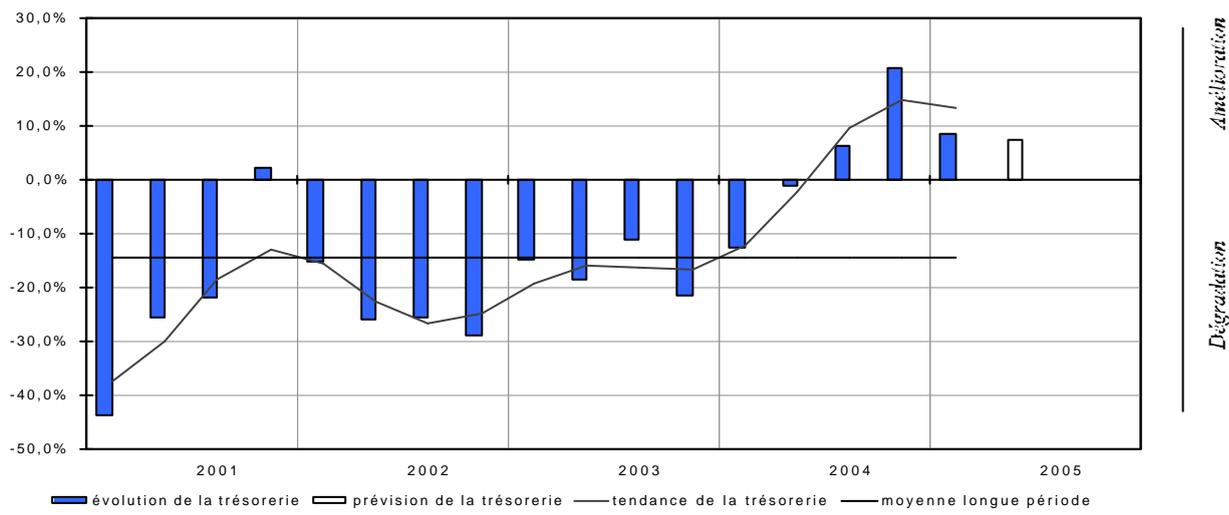
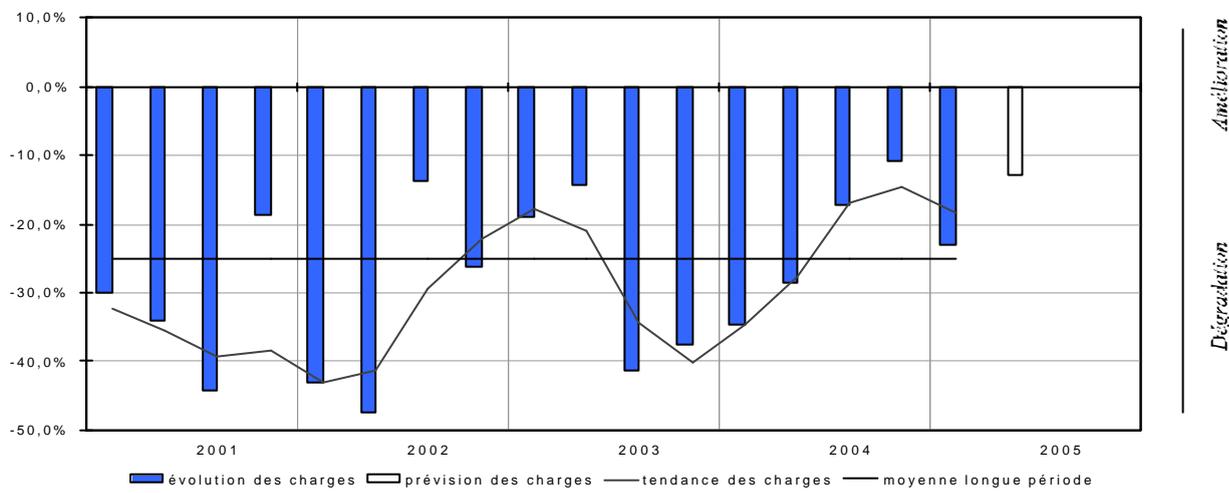
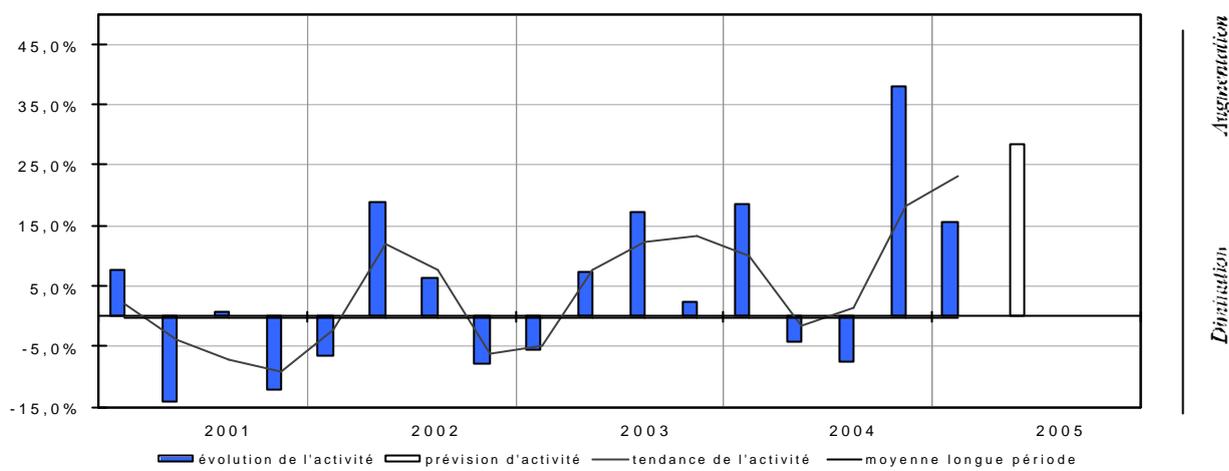
Sources : Service des Mines, ISEE, IEOM

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-4 Industries diverses

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Industries diverses »¹ au 31 mars 2005

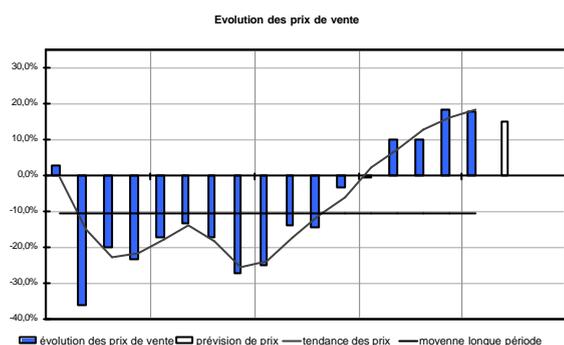
ACTIVITE
CHARGES
TRESORERIE



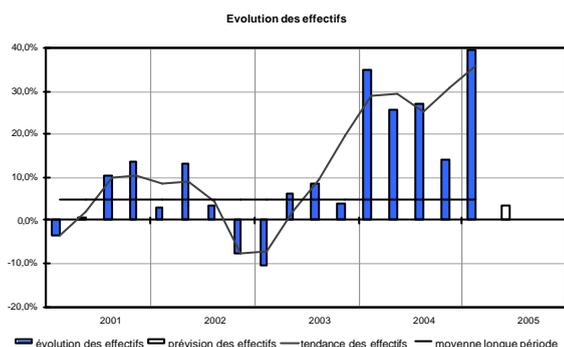
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 31 entreprises (1 097 salariés) du secteur industriel (hors industrie agro-alimentaire, industrie minière et métallurgique) pour 26 réponses (785 salariés). Les entreprises représentées sont répertoriées selon les codes NAF suivants : « 17 Industrie textile », « 19 Industrie du cuir et de la chaussure », « 22 Edition, imprimerie, reproduction », « 24 Industrie chimique », « 25 Industrie du caoutchouc et des plastiques », « 26 fabrication d'autres produits minéraux non métalliques », « 273 E Profilage », « 36 Fabrication de meubles », « 451 D Forages et sondages », « 452 T Levage, montage », « 453 A Travaux d'installation électrique », « 454 D Menuiserie métallique », « 454 J Peinture ».

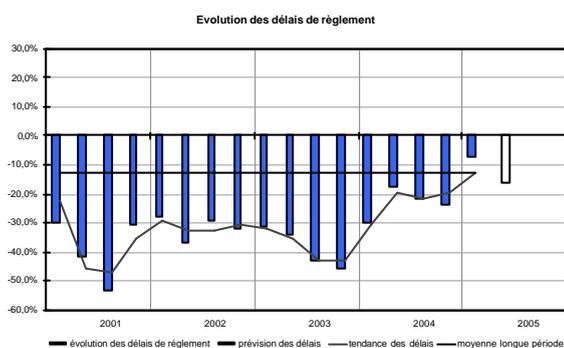
2.4-Industries diverses



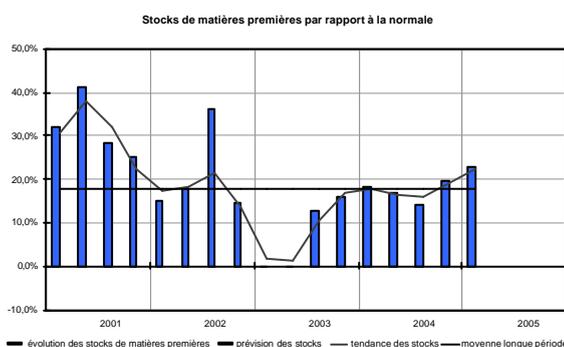
Diminution
Augmentation



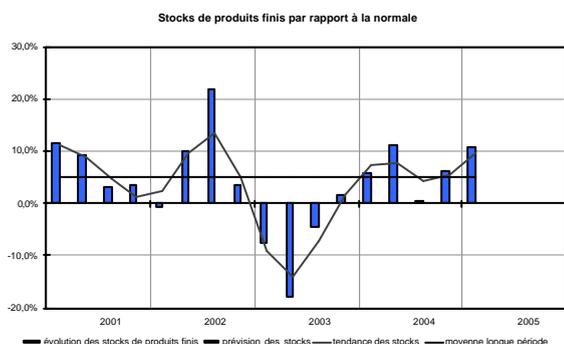
Diminution
Augmentation



Amélioration
Dégradation



Supérieurs
Inférieurs



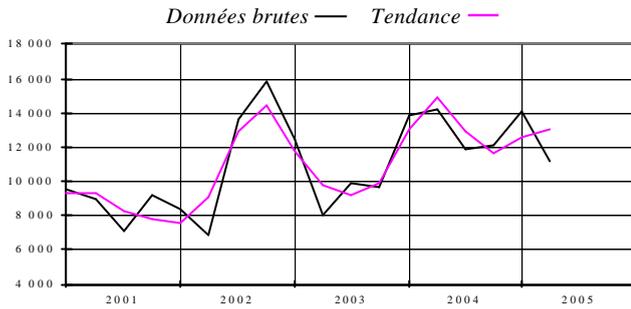
Diminution
Augmentation

Selon les industriels interrogés (hors secteur agroalimentaire et secteur minier et métallurgique), l'activité se serait accrue au premier trimestre 2005 mais de façon moindre qu'au quatrième trimestre 2004. Sous l'effet de la progression importante des effectifs, les charges se seraient alourdies. Grâce aux délais de paiement jugés de moins en moins dégradés (à l'intérieur de la moyenne longue période) et à la hausse des prix de vente, les situations de trésorerie auraient été favorablement orientées.

S'agissant des perspectives, les dirigeants du secteur anticipent la poursuite du développement de l'activité et de la dégradation des charges. La progression des effectifs apparaîtrait limitée. Globalement, les prix de vente s'afficheraient à la hausse et les délais de règlement resteraient quant à eux détériorés.

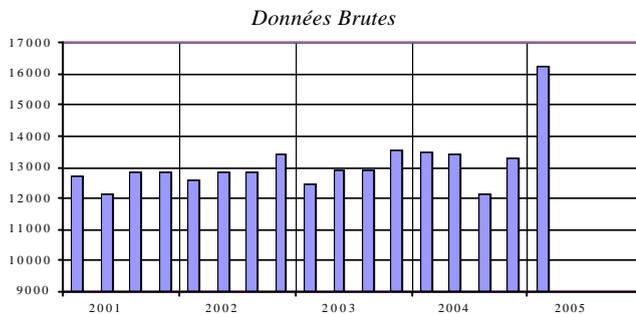
2.4-Industries diverses

Importations de métaux (en tonnes)



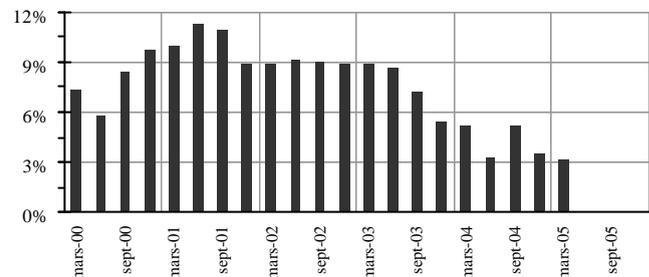
Sources : Service des douanes, ISEE

Secteur « Industries diverses »¹ (hors mines et métallurgie)
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



Source : IEOM

Secteur « Industries diverses » (Hors mines)
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

| | 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variation (2) / (1) |
|---|-----------------------|----------------------|------------------------|
| INDUSTRIES DIVERSES | | | |
| Importations de métaux (en tonnes) | 1 992 | 1 782 | - 10,5% |
| CONDITIONS DE FINANCEMENT | déc-04 | mars-05 | Variation |
| Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP) | 13 317 | 16 260 | + 22,1% |

Sources : Service des Douanes, IEOM

| Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|--------------------------|--------------------------|---|
| 1 678 | 1 782 | + 6,2% |
| mars- 04 | mars- 05 | Variation |
| 13 464 | 16 260 | + 20,8% |

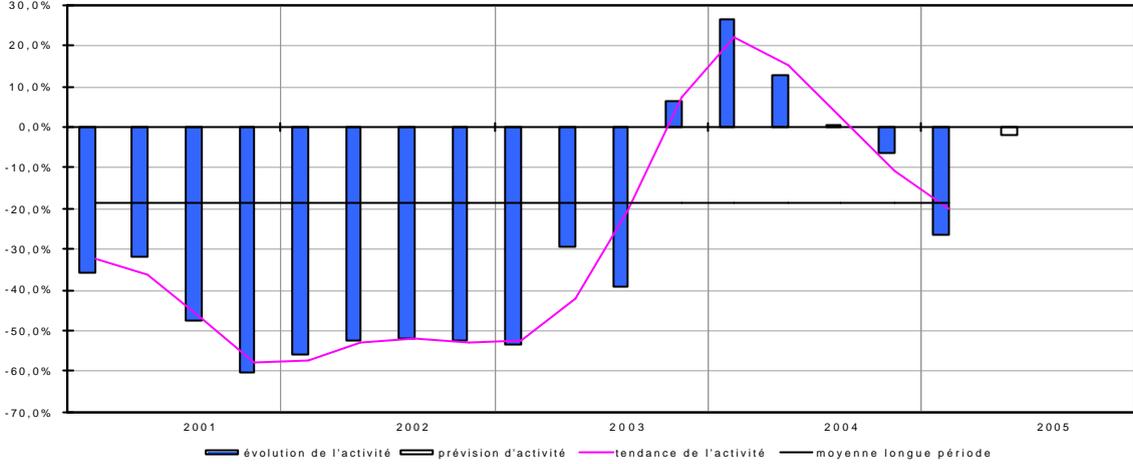
Les importations de métaux avec 1 782 tonnes ont diminué de 10,5 % entre le quatrième trimestre 2004 et le premier trimestre 2005. Elles s'affichent toutefois en hausse de 6,2 % entre mars 2004 et mars 2005 (données cumulées brutes).

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-5 Bâtiment et Travaux publics

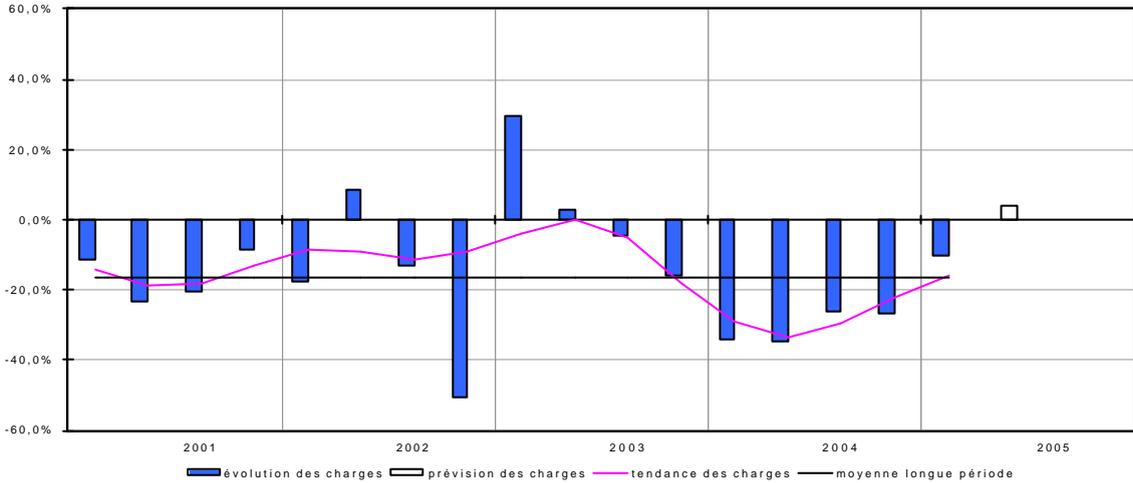
**Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Bâtiment et Travaux publics »¹
au 31 mars 2005**

ACTIVITE



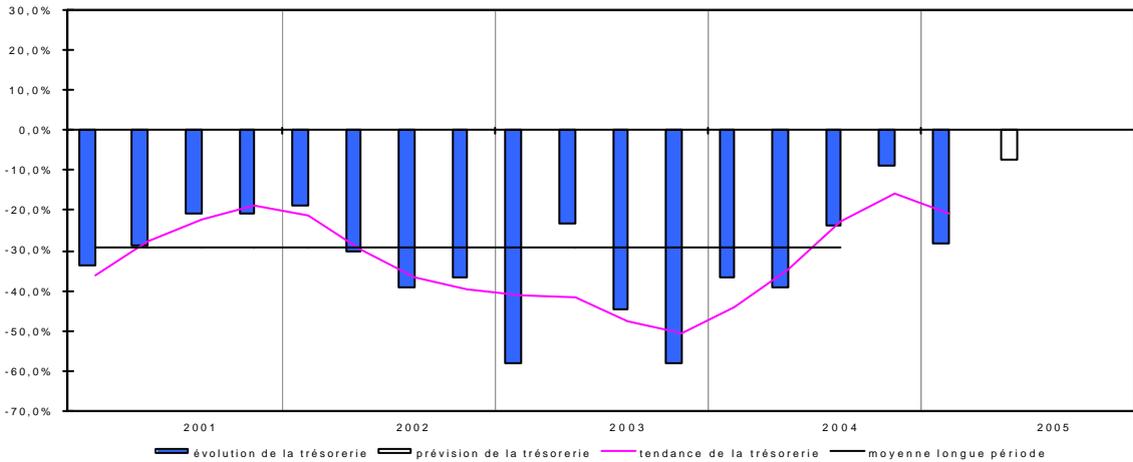
Augmentation
Diminution

CHARGES



Amélioration
Dégradation

TRESORERIE

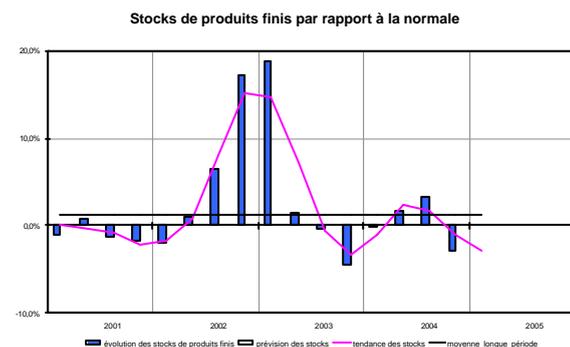
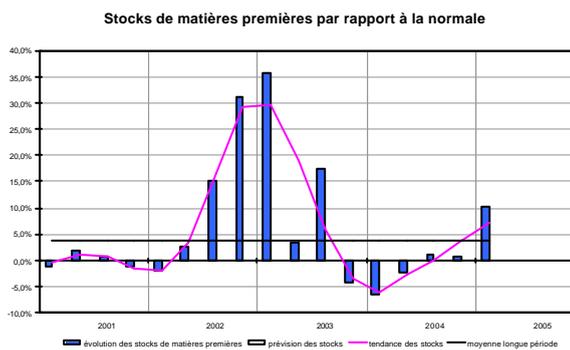
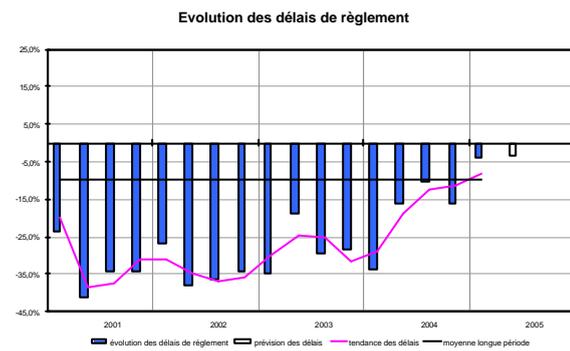
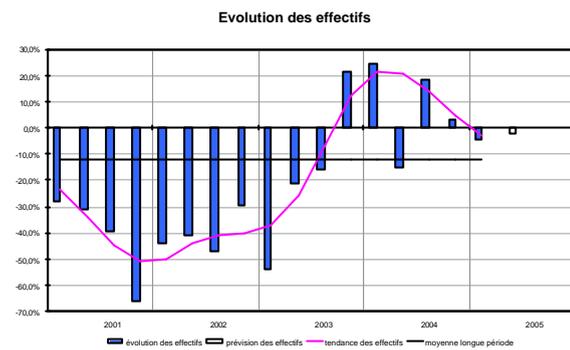
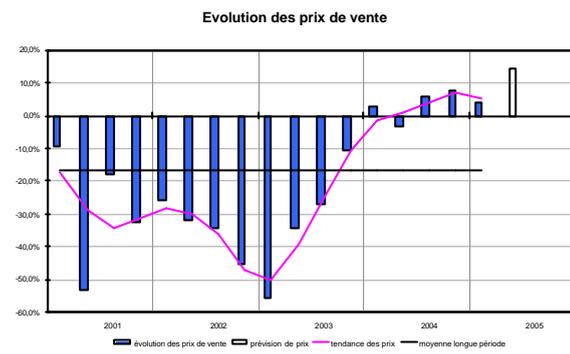


Amélioration
Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 49 entreprises (2 475 salariés) du secteur du BTP pour 31 réponses (1 978 salariés).

2.5-Bâtiment et travaux publics



Diminution
Augmentation

Diminution
Augmentation

Amélioration

Dégradation

Supérieurs

Inférieurs

Supérieurs

Inférieurs

Les professionnels du secteur font état d'une activité dégradée sur le premier trimestre 2005. Ce sentiment est partagé à la fois par les dirigeants des sous secteurs du bâtiment et des travaux publics.

Parallèlement à une légère baisse des effectifs, les charges d'exploitation continueraient à s'alourdir mais moins rapidement que lors des trimestres précédents. Les situations de trésorerie poursuivraient leur dégradation, en particulier dans le sous-secteur du bâtiment, en dépit d'une hausse des prix de vente (également plus significative dans le bâtiment). Les délais de règlement tendraient pour leur part, à se stabiliser sur le premier trimestre 2005.

Les stocks de matières premières seraient jugés supérieurs à la normale tandis que les stocks de produits finis seraient stables sur le premier trimestre 2005.

Concernant les perspectives pour le second trimestre 2005, le niveau de l'activité devrait se stabiliser. Les charges d'exploitation devraient s'améliorer en liaison avec une légère réduction des effectifs prévue. D'autre part, les situations de trésorerie tendraient à s'équilibrer parallèlement à une hausse des prix et une stabilisation des délais de paiement.

Il convient également de noter que le premier forum du bâtiment et travaux publics en Nouvelle-Calédonie s'est tenu en mars 2005. Organisé à l'initiative du syndicat des professionnels du BTP en association avec le Vice-rectorat et l'ensemble des organismes de formation locaux, ce forum vise à améliorer la préparation des jeunes au marché du travail, notamment à travers la formation en alternance, et à anticiper les besoins de main d'œuvre qualifiée que généreront les grands projets miniers et d'habitat social dans les années à venir.

Nombre de constructions à usage d'habitation

(en nombre)

Constructions autorisées (données CVS) —

Constructions achevées (données CVS) —



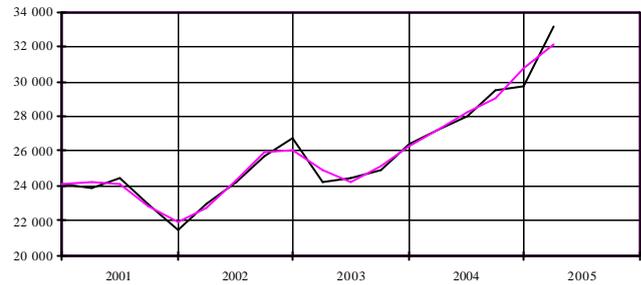
Sources : Direction de l'équipement de la Province Sud et Direction de l'Aménagement de la Province Nord

Ventes de ciment

(en tonnes)

Données CVS —

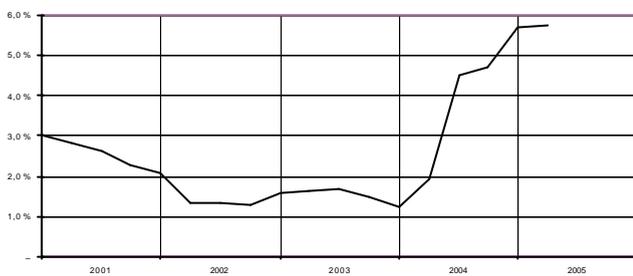
Tendance —



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie) anciennement « Ciments de Numbo »

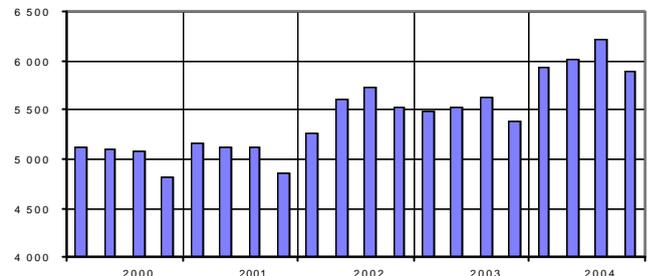
Index B.T. 21

— Glissement annuel (en %)



Source : ISEE

Effectifs du BTP¹ (en nombre)

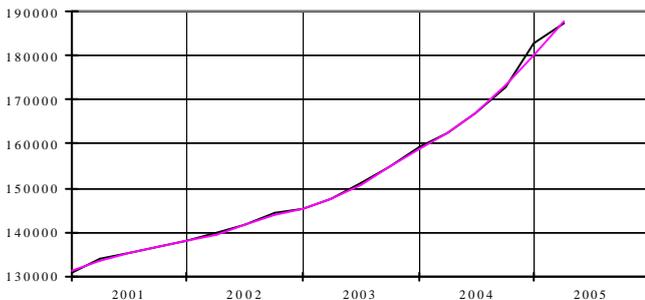


Source : Direction du Travail

Encours bancaires des crédits à l'habitat

(toutes zones en millions de F CFP)

Données CVS — Tendance —

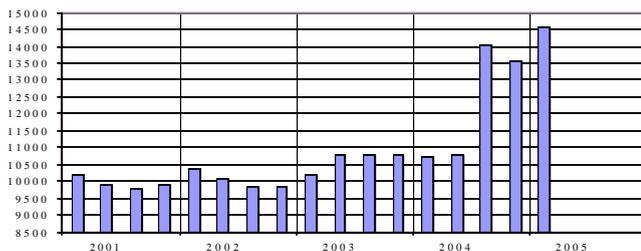


Source : IEOM

Secteur « Bâtiment et travaux publics »²

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

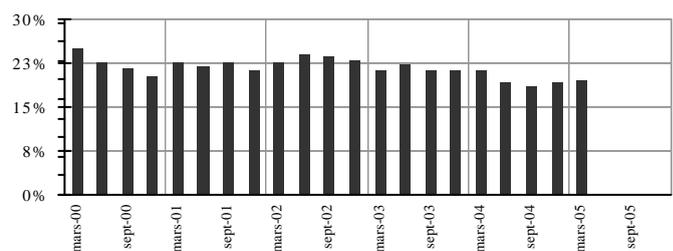
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Bâtiment et travaux publics »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

¹ Le chiffre du premier trimestre 2005 n'est pas encore disponible.

² L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2.5-Bâtiment et travaux publics

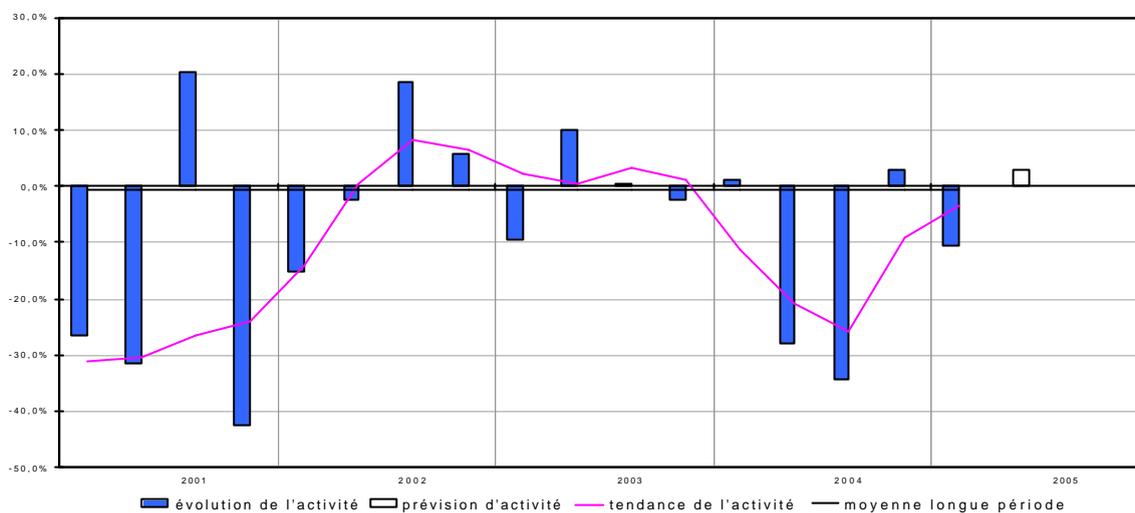
| | 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) | Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|--|--------------------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|---|
| EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi) | | | | | | |
| Effectifs du BTP (<i>stock en fin de période</i>) | 5 902 | nd | ns | //////// | //////// | //////// |
| MATERIAUX DESTINES AU BTP (Sources : ISEE, Service des Douanes) | | | | | | |
| Constructions à usage d'habitation autorisées en Province Sud et en Province Nord (<i>en nombre</i>) | 255 | 197 | - 22,7% | 234 | 197 | - 15,8% |
| Constructions à usage d'habitation achevées en Province Sud et en Province Nord (<i>en nombre</i>) | 80 | 116 | + 45,0% | 107 | 116 | + 8,4% |
| Ventes de ciment (<i>en tonnes</i>) | 30 346 | 30 871 | + 1,7% | 25 325 | 30 871 | + 21,9% |
| Importations maritimes de matériaux de construction (<i>en tonnes</i>) : | | | | | | |
| . Ciment | 70 | 44 | - 37,1% | 98 | 44 | - 55,1% |
| . Clinker | 23 961 | 16 801 | - 29,9% | 35 112 | 16 801 | - 52,2% |
| Encours global des crédits à l'habitat (<i>en millions de F CFP</i>) (tous agents confondus) | 184 979 | 187 751 | + 1,5% | 162 766 | 187 751 | + 15,4% |
| CONDITIONS DE FINANCEMENT (Source : IEOM) | | | | | | |
| | déc-04 | mars-05 | Variation | mars- 04 | mars- 05 | Variation |
| Encours bancaires des crédits du secteur (<i>en millions de F CFP</i>) | 13 572 | 14 552 | + 7,2% | 10 752 | 14 552 | + 35,3% |

Les indicateurs objectifs du BTP affichent un bilan mitigé sur le premier trimestre 2005. Ainsi, les ventes de ciment ont augmenté de 1,7 % en chiffres bruts par rapport au quatrième trimestre 2004 (+ 11,6 % en données CVS), malgré la panne intervenue en mars à la cimenterie qui a limité la production. Les permis de construire ont reculé de 22,7 % sur la même période. Enfin, l'index BT 21 reste stable sur le premier trimestre 2005.

2-6 Commerce

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce »¹ au 31 mars 2005

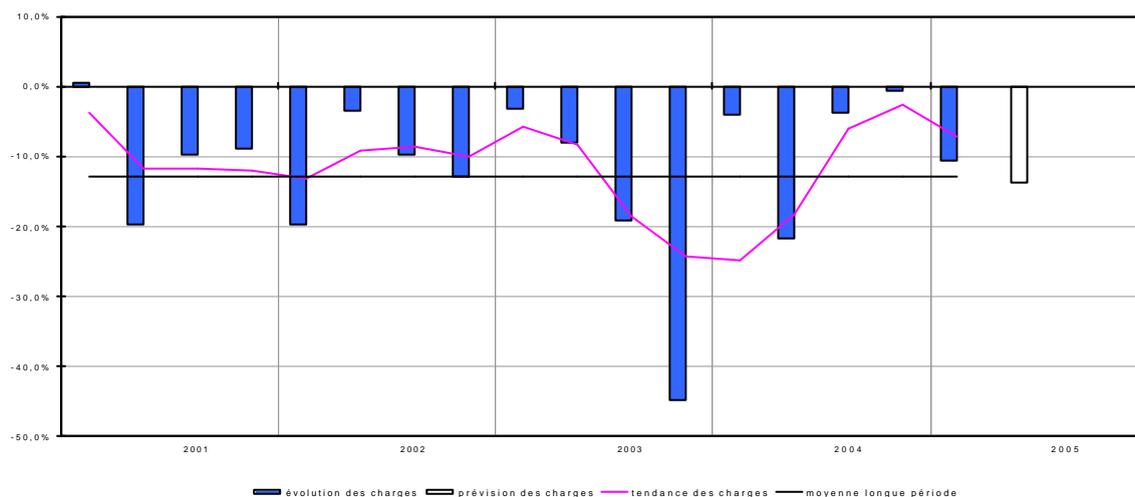
ACTIVITE



Amélioration

Dégradation

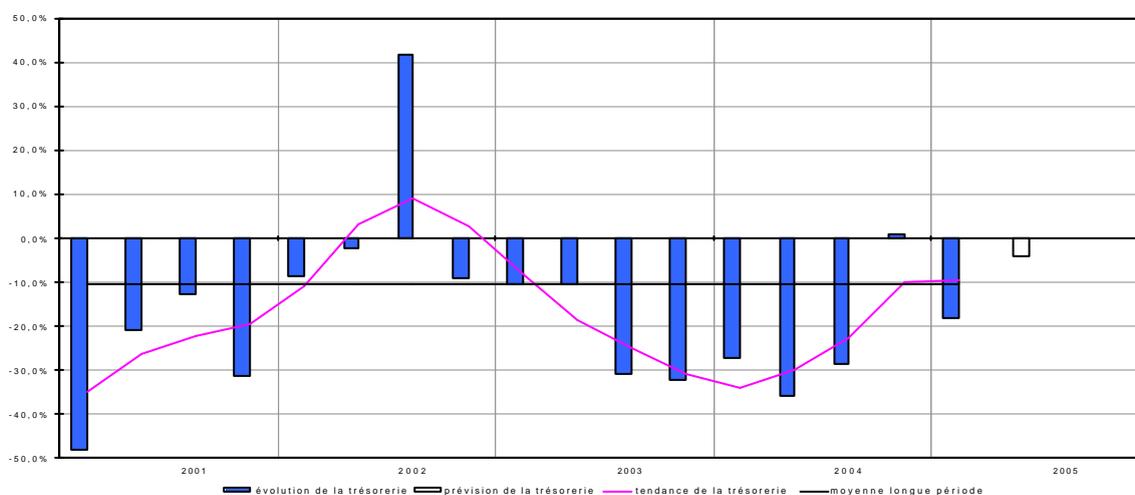
CHARGES



Amélioration

Dégradation

TRESORERIE



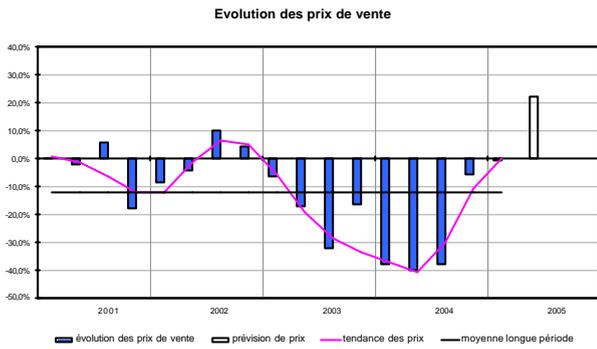
Amélioration

Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

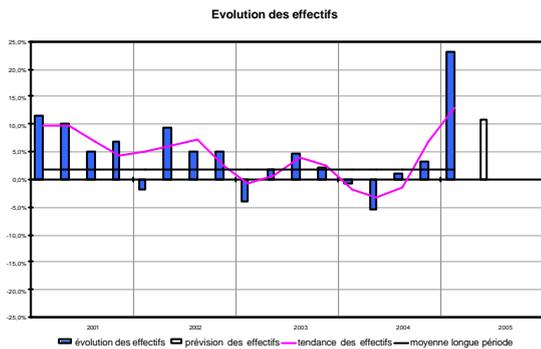
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 57 entreprises (2 118 salariés) du secteur du commerce pour 47 réponses (1 943 salariés). Cet échantillon comprend un sous échantillon du commerce de détail (cf rubrique 2.6.1).

2.6-Commerce



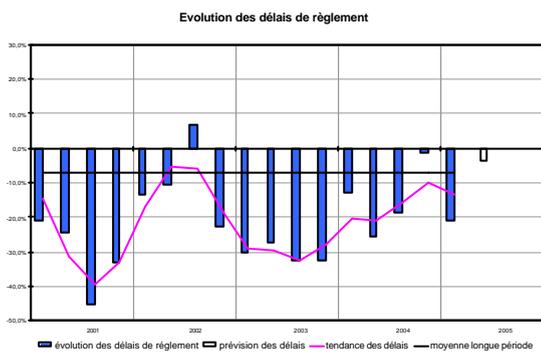
Diminution Augmentation

Conformément aux anticipations formulées par les professionnels du secteur au trimestre précédent, l'activité se serait contractée au cours du premier trimestre 2005 notamment pour le commerce de gros. En liaison avec une hausse importante des effectifs, les charges se seraient dégradées. La baisse d'activité, le poids des charges et la détérioration des délais de paiement auraient pesé sur les situations de trésorerie qui se seraient tendues. Les prix de vente auraient été quasiment stables.

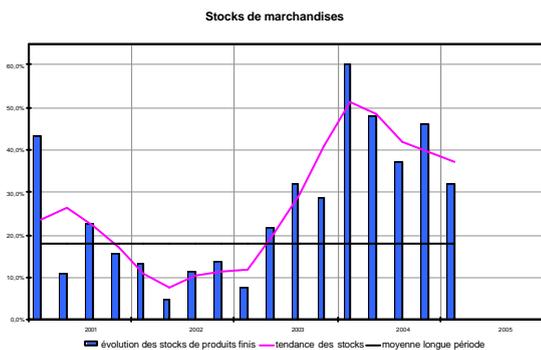


Diminution Augmentation

Concernant le second trimestre 2005, les chefs d'entreprise du secteur du commerce prévoiraient un courant d'affaires en amélioration. Sous l'effet de la poursuite de la hausse des effectifs, les charges se détérioreraient. Enfin, les délais de règlement apparaîtraient moins longs et permettraient aux situations de trésorerie de se rapprocher de l'équilibre. Les prix de vente devraient progresser.



Amélioration Dégradation

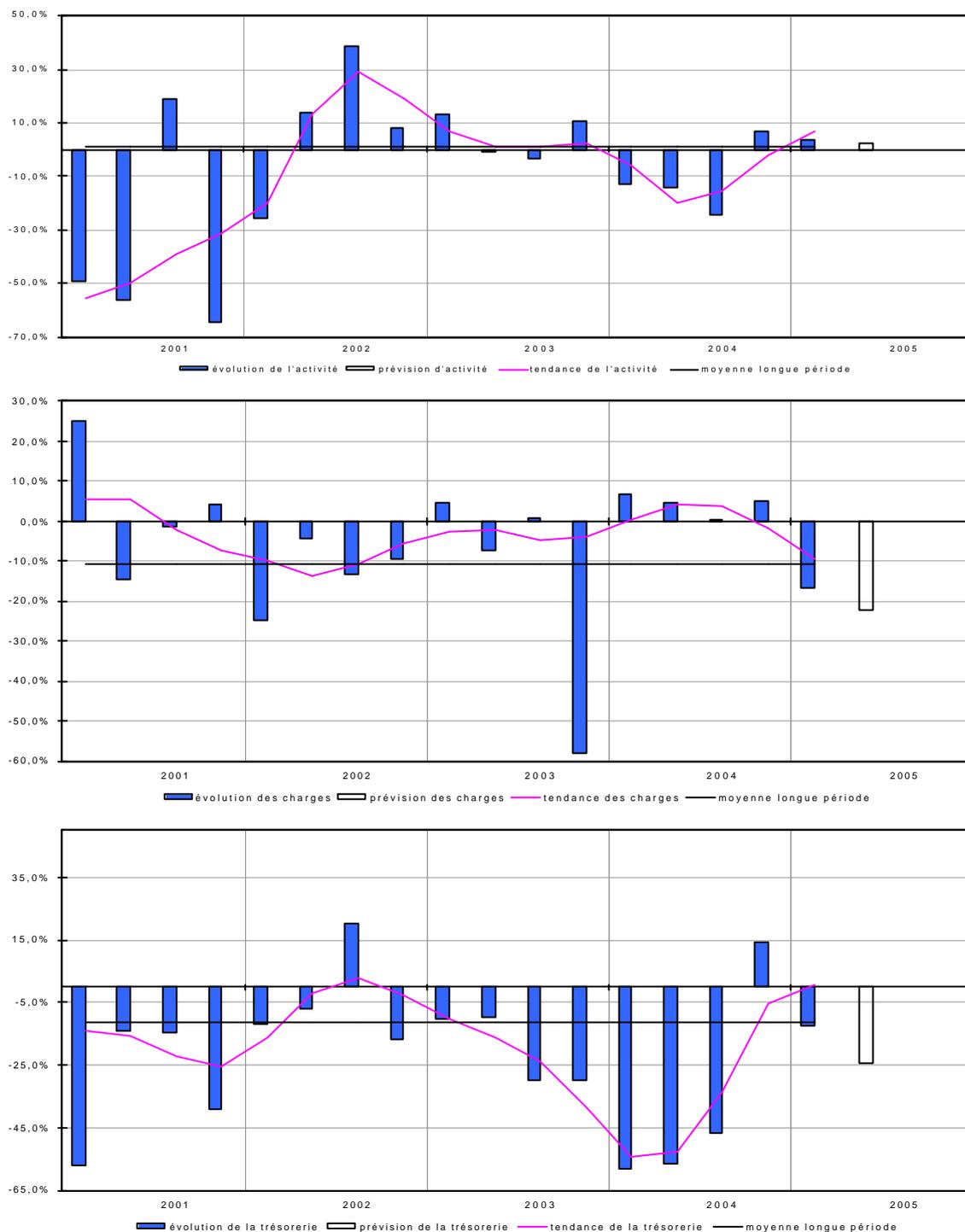


Supérieurs Inférieurs

2-6.1.Commerce de détail

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce de détail »¹ au 31 mars 2005

TRESORERIE CHARGES ACTIVITE

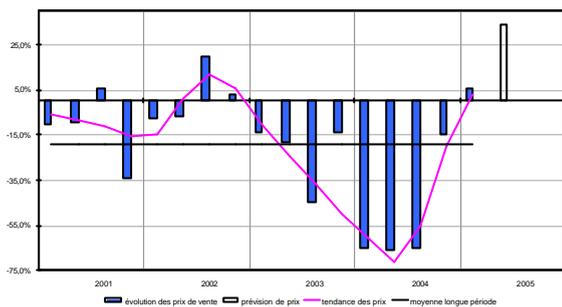


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

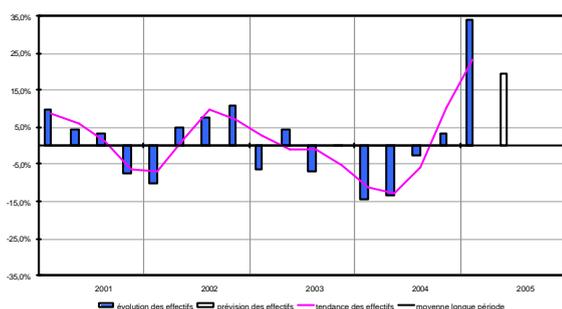
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 42 entreprises (1 523 salariés) du secteur du commerce de détail (y compris les concessionnaires automobiles) pour 35 réponses (1 434 salariés).

2.6.1-Commerce de détail

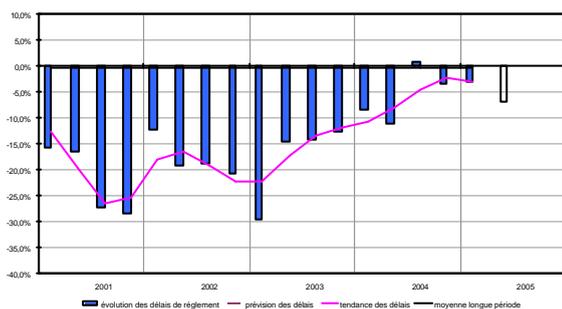
Evolution des prix de vente



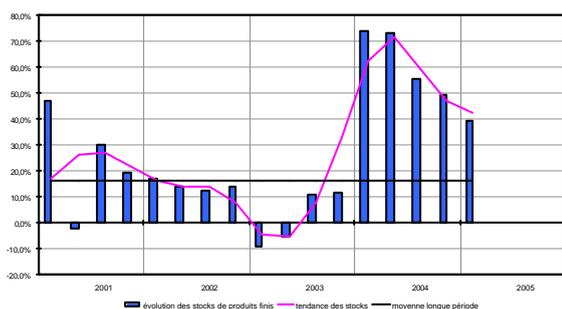
Evolution des effectifs



Evolution des délais de règlement



Stocks de marchandises



Augmentation
Diminution

Le solde d'opinions des dirigeants d'entreprises commerciales de détail fait état d'une activité en augmentation au premier trimestre 2005 en raison principalement de la période des soldes et de la rentrée scolaire.

Augmentation
Diminution

Dans un contexte de hausse d'activité et des effectifs, les charges d'exploitation se seraient dégradées. Par ailleurs, la légère détérioration des délais de paiement aurait pesé sur les situations de trésorerie qui se seraient détériorées. Globalement, les prix de vente auraient été orientés à la hausse.

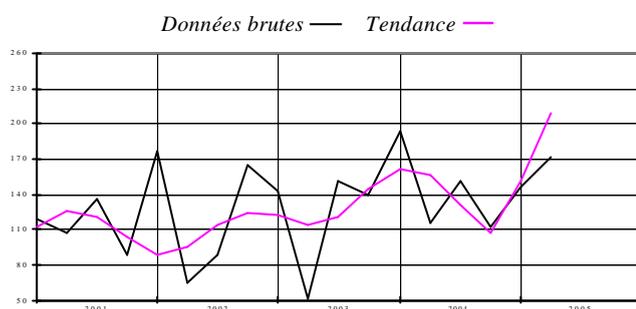
Amélioration
Dégradation

Pour le deuxième trimestre 2005, les entrepreneurs du secteur prévoient une activité quasiment stable, s'accompagnant de charges dégradées dans un contexte de poursuite de hausse des effectifs. Enfin, la détérioration des délais de règlement de la clientèle engendrerait des situations de trésorerie dégradées.

Supérieurs
Inférieurs

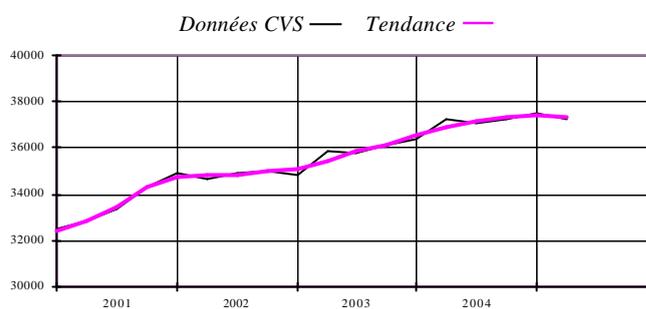
2.6.1-Commerce de détail

Importations de textile (en tonnes)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)

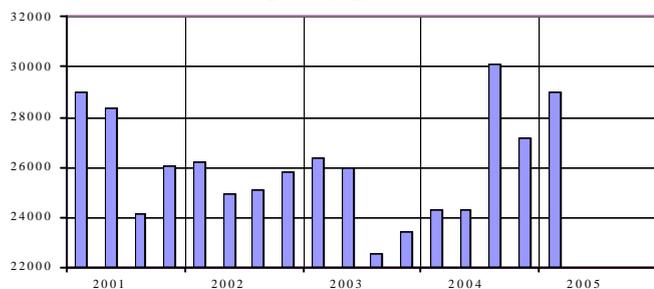


Source : IEOM

Secteur « Commerce »

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)¹

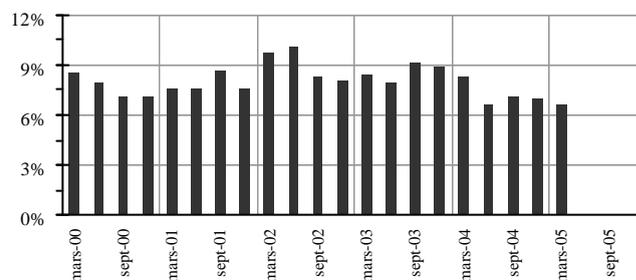
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Commerce »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

| | 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) | Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|---|-----------------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|---|
| COMMERCE | | | | | | |
| importations de textiles (en tonnes) | 147 | 171 | + 16,5% | 115 | 171 | + 48,7% |
| CONDITIONS DE FINANCEMENT | | | | | | |
| | déc-04 | mars-05 | Variation | mars- 04 | mars- 05 | Variation |
| Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP) | 27 189 | 29 032 | + 6,8% | 24 299 | 29 032 | + 19,5% |

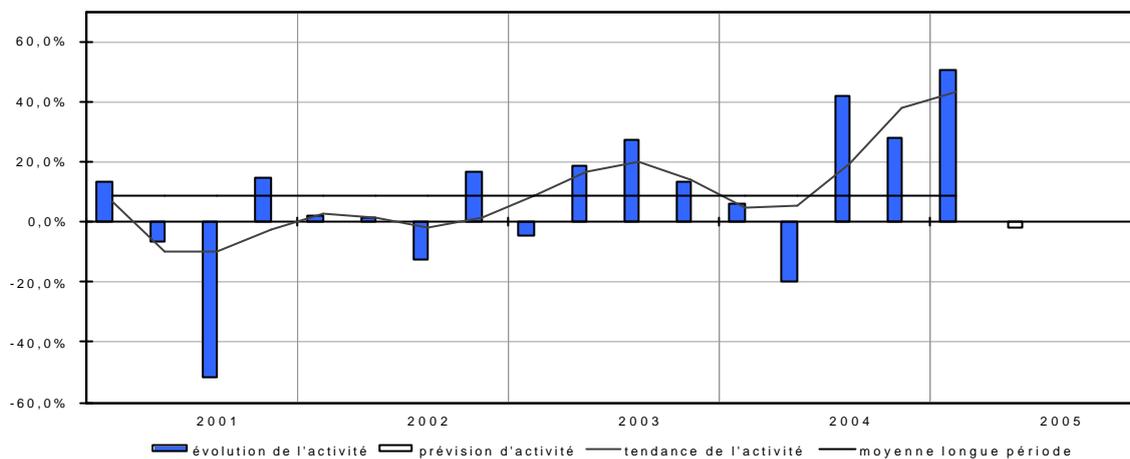
Sources : Service des Douanes, IEOM

¹L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

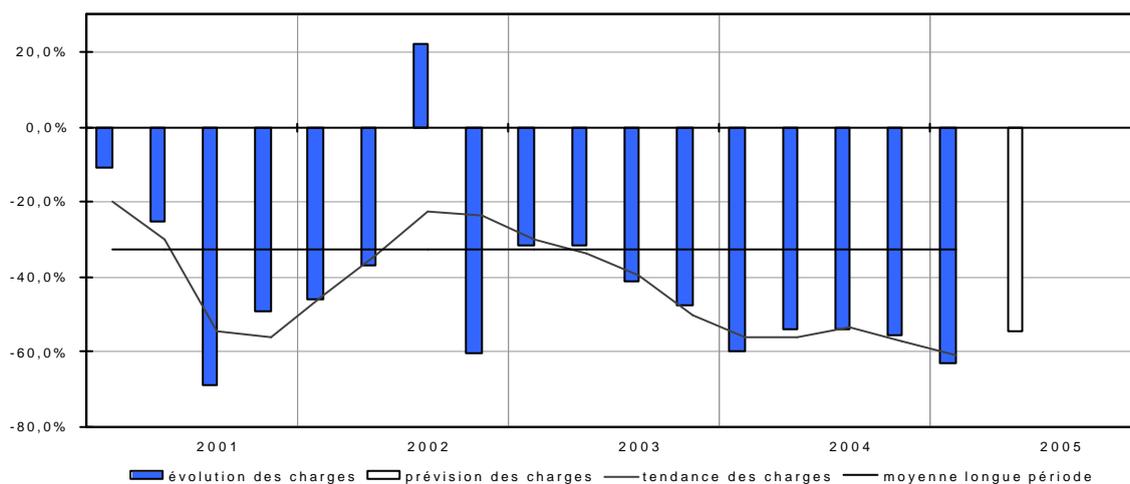
2-7 Hôtellerie - Tourisme

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur de « l'Hôtellerie et du Tourisme »¹ au 31 mars 2005

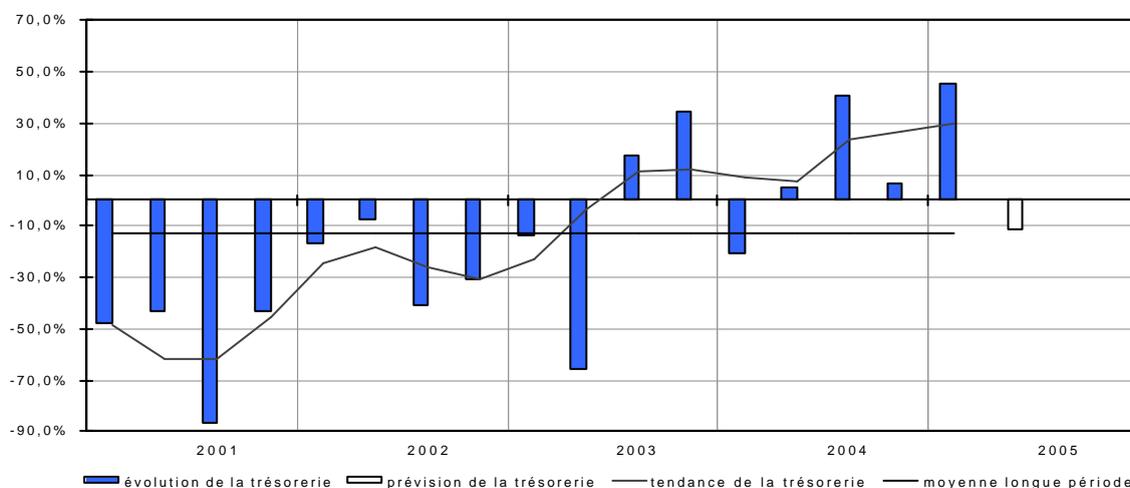
ACTIVITE
CHARGES
TRESORERIE



Augmentation
Diminution



Amélioration
Dégradation

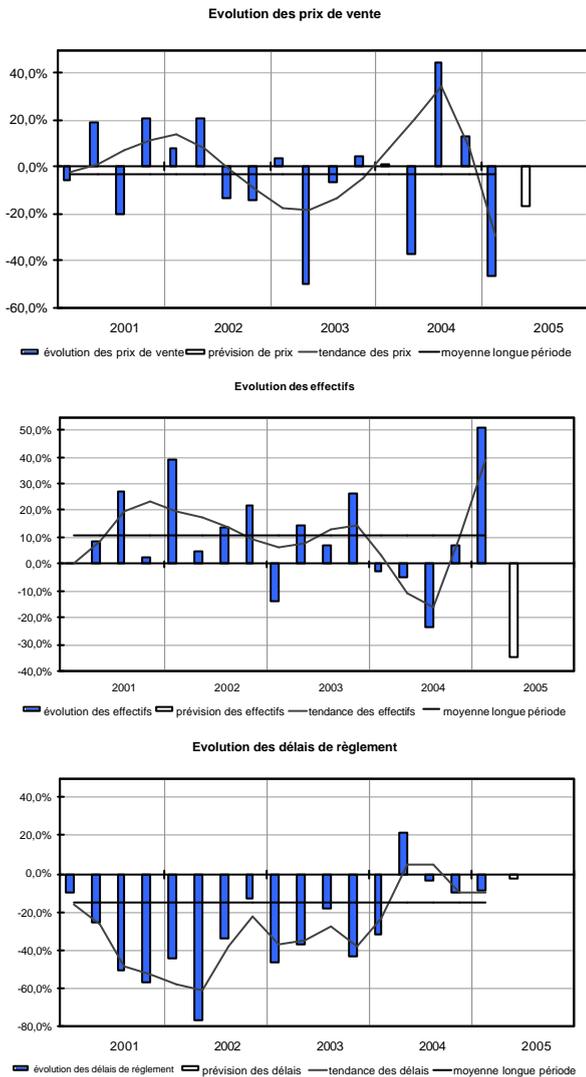


Amélioration
Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 25 entreprises (1 330 salariés) du secteur de l'hôtellerie et du tourisme pour 20 réponses (1 282 salariés).

2.7-Hôtellerie-Tourisme



Augmentation

Augmentation

Amélioration

Les dirigeants du secteur hôtelier et touristique font état d'une forte hausse de l'activité sur le premier trimestre 2005. Cette opinion est principalement partagée par une majorité des professionnels des transports aériens et terrestres et par les agences de voyages.

Les charges d'exploitation auraient continué de se dégrader dans un contexte de forte hausse des effectifs. Quand aux situations de trésorerie, elles seraient en amélioration en dépit d'une baisse des prix de vente. Les délais de règlement se seraient légèrement allongés sur le premier trimestre 2005.

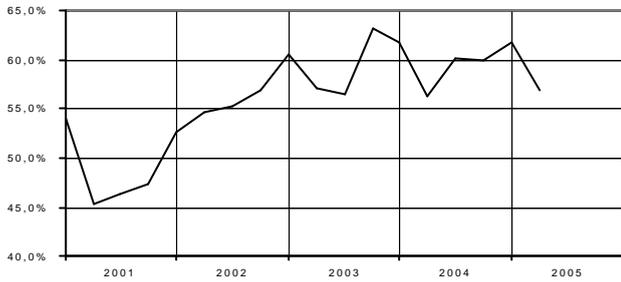
Pour le second trimestre 2005, les entrepreneurs interrogés prévoiraient une légère baisse de l'activité. Les charges continueraient de se dégrader malgré une réduction des effectifs prévue. Enfin, les situations de trésorerie se dégraderaient légèrement face à réduction des prix de vente et une stabilisation des délais de règlement.

Concernant la croisière, des aménagements sont prévus pour l'accueil des croisiéristes notamment à Ouvéa qui constitue une nouvelle destination pour les visiteurs australiens à partir de mai 2005 grâce à un accord conclu entre la compagnie maritime P&O Australie et les autorités locales.

En 2005, la Province Nord va réaliser une identification géographique de tous les acteurs du tourisme, afin de disposer d'une carte avec l'ensemble des établissements touristiques, des tables d'hôtes, des campings et de toutes les activités de loisirs.

Taux d'occupation des chambres

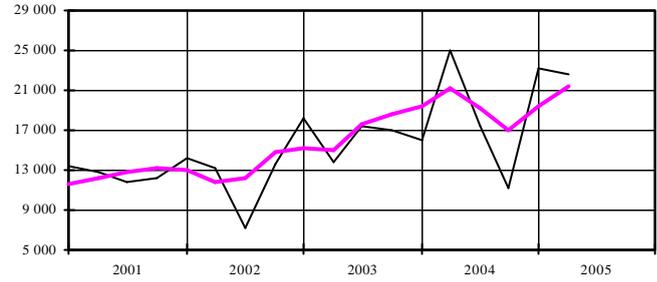
Moyenne trimestrielle - données brutes



Source : ISEE

Nombre de croisiéristes

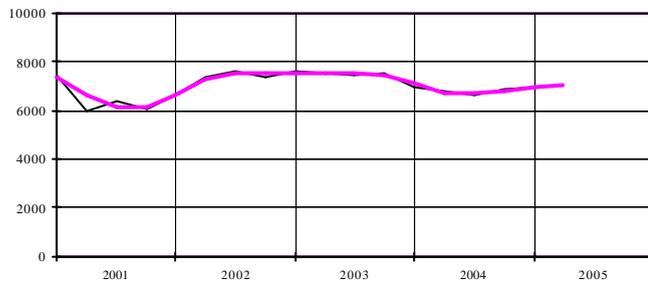
Données brutes — Tendance



Source : ISEE

Nombre de touristes français

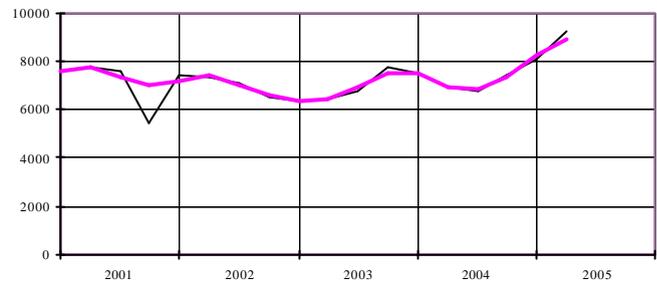
Données CVS — Tendance



Source : ISEE

Nombre de touristes japonais

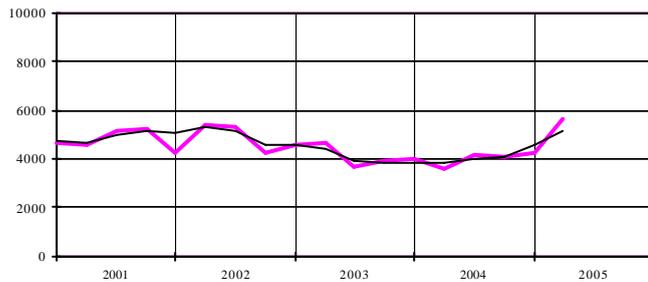
Données CVS — Tendance



Source : ISEE

Nombre de touristes australiens

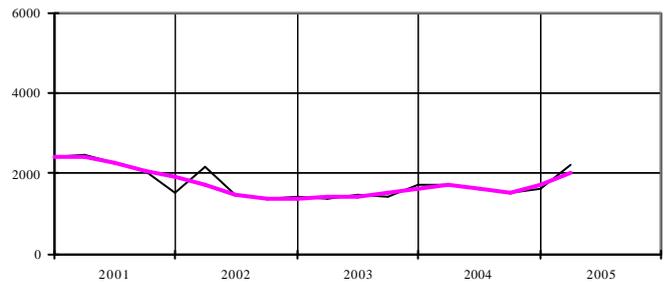
Données CVS — Tendance



Source : ISEE

Nombre de touristes néo-zélandais

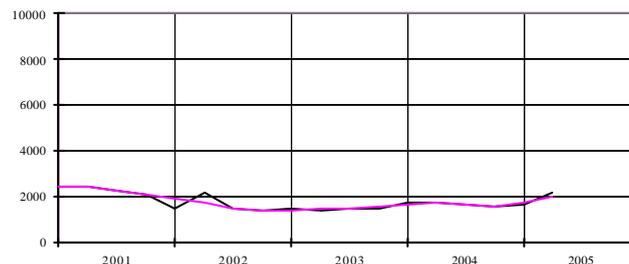
Données CVS — Tendance



Source : ISEE

Nombre de touristes divers

Données CVS — Tendance

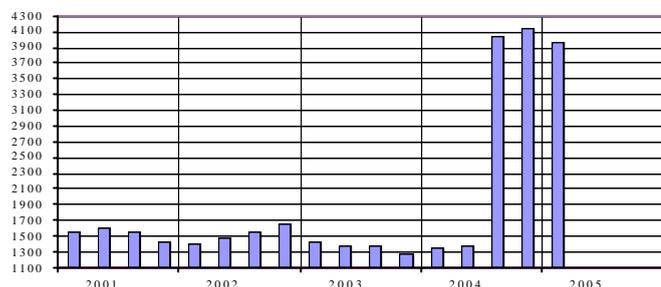


Source : ISEE

Secteur « Hôtellerie » ¹

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

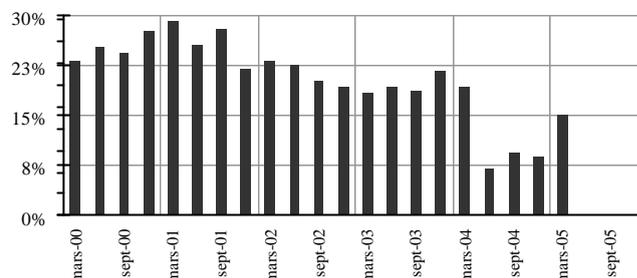
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Hôtellerie »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

| 4ème trim.2004 (1) | 1er trim.2005 (2) | Variations (2) / (1) |
|-----------------------|----------------------|-------------------------|
|-----------------------|----------------------|-------------------------|

| Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|--------------------------|--------------------------|---|
|--------------------------|--------------------------|---|

| TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES (Source : Syndicat des hôteliers) | | | |
|---|--------|---------|-----------|
| Coefficient d'occupation (en %) (moyenne) | 61,8 | 56,9 | - 4,9 pts |
| DEBARQUEMENT DE TOURISTES (Source : ISEE) | | | |
| Tourisme de séjour | | | |
| Nombre de touristes | 29 027 | 25 904 | - 10,8% |
| Touristes français | 9 205 | 6 130 | - 33,4% |
| Touristes japonais | 8 025 | 9 921 | + 23,6% |
| Touristes australiens | 4 457 | 4 143 | - 7,0% |
| Touristes néo-zélandais | 1 599 | 936 | - 41,5% |
| Touristes divers | 6 053 | 4 774 | - 21,1% |
| Tourisme de croisière | | | |
| Nombre de croisiéristes | 23 316 | 22 635 | - 2,9% |
| Nombre d'escales de navires | 16 | 19 | + 18,8% |
| CONDITIONS DE FINANCEMENT | déc-04 | mars-05 | Variation |
| Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP) | 4 145 | 3 958 | - 4,5% |

| Cumul de l'année 2004 | Cumul de l'année 2005 | Variations des cumuls des années 2005/2004 |
|--------------------------|--------------------------|---|
| 56,3 | 56,9 | + 0,7 pt |
| 21 464 | 25 904 | + 20,7% |
| 5 899 | 6 130 | + 3,9% |
| 7 459 | 9 921 | + 33,0% |
| 2 616 | 4 143 | + 58,4% |
| 718 | 936 | + 30,4% |
| 4 772 | 4 774 | + 0,04% |
| 25 076 | 22 635 | - 9,7% |
| 27 | 19 | - 29,6% |
| mars- 04 | mars- 05 | Variation |
| 1 360 | 3 958 | + 191,0% |

Sources : ISEE, IEOM

Au cours du premier trimestre 2005, la fréquentation touristique a plutôt reculé par rapport au dernier trimestre 2004, ainsi le taux d'occupation s'est réduit de 4,9 points par rapport à décembre 2004. Seuls les touristes japonais ont été plus nombreux (+ 23,6 %), alors que le nombre de touristes français, néo-zélandais, australiens et divers a reculé respectivement de 33,4 %, 41,5 %, 7,0 % et 21,1 % sur la même période. Cependant, en comparaison avec le premier trimestre 2004 la fréquentation touristique a progressé avec une hausse de 20,7 % du nombre de touristes.

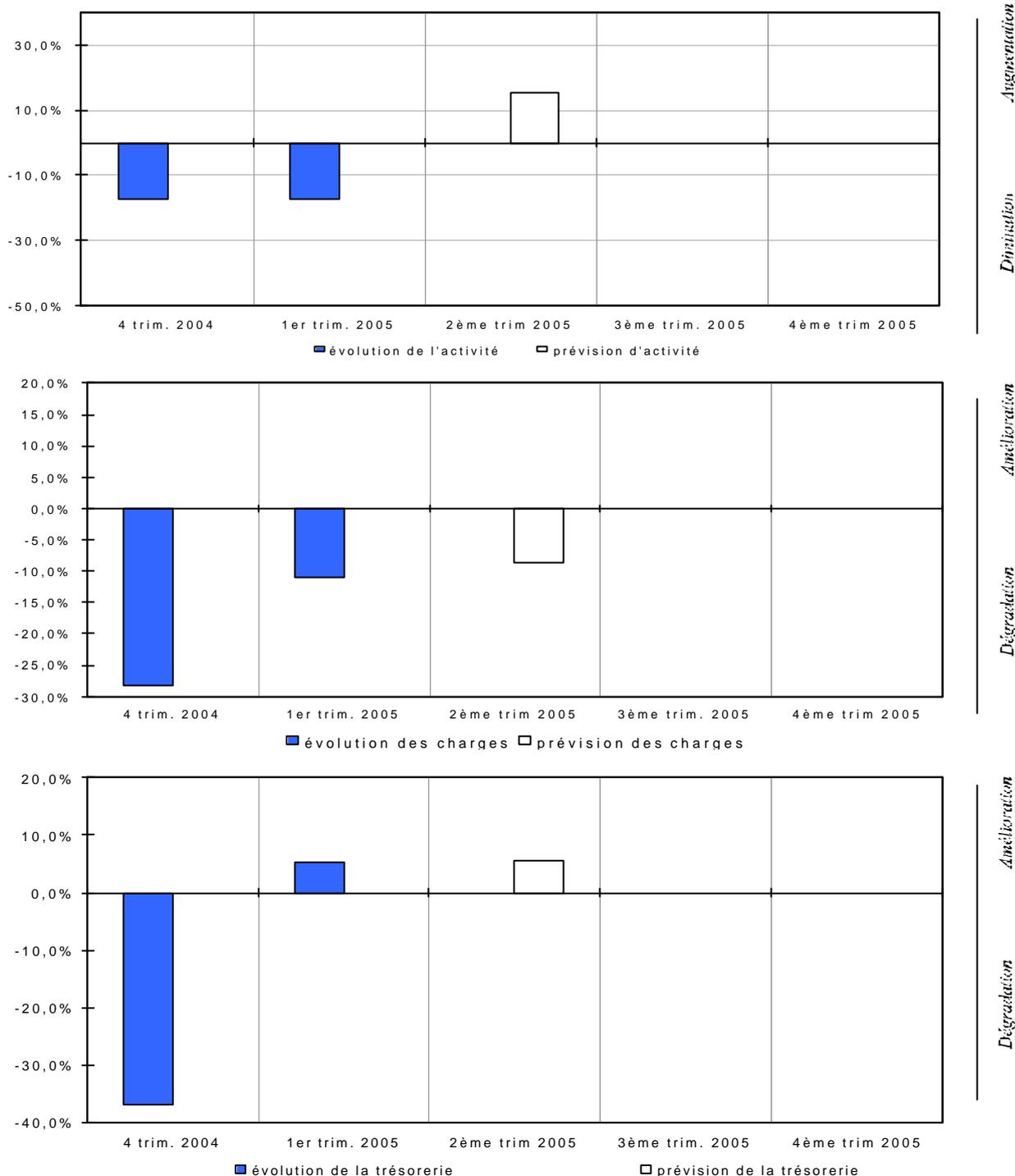
Le nombre de croisiéristes a également reculé de 2,9 % par rapport au trimestre précédent.

¹L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-8 Services aux entreprises

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des « Services aux entreprises »¹ au 31 mars 2005

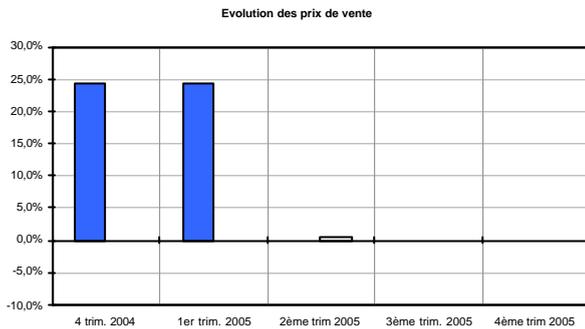
TRESORERIE CHARGES ACTIVITE



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)
Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les dessaisonnaliser

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises (899 salariés) du secteur des Services aux entreprises pour 18 réponses (851 salariés).

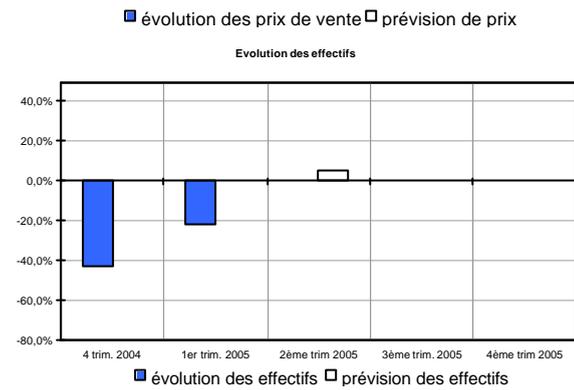
2.8-Services aux entreprises



Diminution Augmentation

Contrairement aux prévisions établies lors du trimestre précédent par les chefs d'entreprises interrogés, l'activité du secteur « services aux entreprises » se serait détériorée au premier trimestre 2005, dans la majorité des secteurs suivis par l'enquête : sécurité, informatique, expertise, publicité et nettoyage industriel.

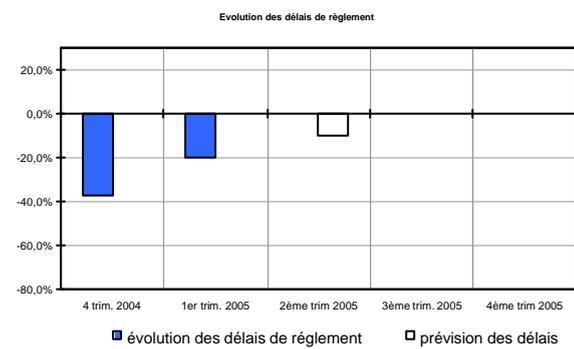
Les charges seraient moins dégradées en liaison avec une baisse des effectifs.



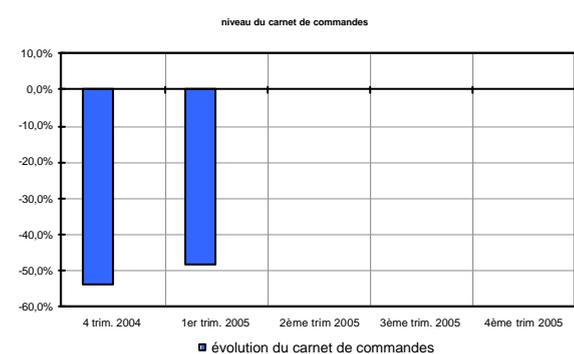
Diminution Augmentation

Dans un contexte de hausse des tarifs, les situations de trésorerie se seraient améliorées.

Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprises annoncent une reprise de l'activité s'accompagnant d'une légère hausse des effectifs. Face à l'augmentation de l'activité, les charges apparaîtraient dégradées alors que la hausse des prix de vente serait nettement ralentie. Les situations de trésorerie continueraient leur amélioration.



Amélioration Dégradation



Elevé Faible

Directeur de la publication : T. CORNAILLE
Responsable de la rédaction : E. BAULARD
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 28 juin 2005
Dépôt légal : 2004 n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
e-mail : agence@ieom.nc